



RAPPORT DU COMITE CENTRAL
au VIème CONGRES
DU
PARTI DÉMOCRATIQUE
DU KURDISTAN D'IRAN

PAR CAMARADE
Dr A.R. Ghassemlou
SECRETARE GENERAL

janvier 1984

RAPPORT DU COMITE CENTRAL
du
PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN
au

VIème CONGRES



Dr. Abdul Rahman GHASSEMLOU

Secrétaire Général

Janvier 1984

RAPPORT DU COMITE CENTRAL
du
PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN
au
VIème CONGRES

AVANT-PROPOS

Chers Camarades,

Au nom du Comité Central du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, je vous souhaite la bienvenue et j'espère que notre Congrès sera un succès.

Au nom de tous les participants, je tiens à souhaiter la bienvenue à nos honorables invités. J'espère que leur participation à ce Congrès favorisera la collaboration de tous les parties et de toutes les organisations.

Deux ans se sont écoulés depuis notre cinquième Congrès - Congrès des martyrs. Durant cette période, la situation générale du pays et plus particulièrement celle du Kurdistan et de notre Parti a beaucoup évolué. C'est au VIème Congrès qu'il incombe d'examiner cette évolution et par la suite de déterminer la politique à venir et les tâches du Parti.

Beaucoup de Peshmergas, de cadres et de membres du Parti sont morts martyrs entre les deux Congrès. Ils se sont sacrifiés pour la liberté. Quelques uns d'entre eux avaient participé au Vème Congrès. Ce sont des héros, les meilleurs hommes du Parti et du peuple. Nous avons perdu des personnes remarquables en la personne de Kak Hajat, membre du Comité Central, et des commandants Kak Hesam Assadi, Kak Eghbal Karim Nejad, Kak Ghader Eftekhari, Kak Osman Dadkhah et des dizaines de cadres éminents, d'enseignants révolutionnaires. La meilleure manière de rendre hommage à nos regrettés martyrs serait d'agir pour continuer dans la voie qu'ils nous ont tracée, de perpétuer la lutte pour

laquelle ils ont sacrifié leur vie et de prêter serment que nous continuerons la lutte jusqu'à ce que l'Iran accède à la démocratie et que le Kurdistan obtienne son autonomie.

Il est de notre devoir de rendre hommage aux familles des martyrs dans la mesure de nos possibilités afin que, bien qu'ayant perdu des êtres chers, elles ne se sentent pas seules et aient le sentiment que le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran comble le vide causé par leur deuil.

C'est un honneur pour notre Parti de constater que des milliers de jeunes gens loyaux viennent remplacer les martyrs et que des milliers d'autres sont prêts à prendre les armes pour continuer dans leur voie sacrée. Notre but n'est pas de faire des martyrs, mais s'il faut tout sacrifier ou même risquer nos vies pour obtenir la liberté de notre peuple, nous n'hésiterons pas. Ainsi, nous saluons les prisonniers politiques d'Iran et surtout les membres et les sympathisants du P.D.K. d'Iran. Nous saluons les résistants

qui sont restés fidèles aux idéaux du peuple sous la torture et dans des conditions intolérables.

Camarades !

La tenue du VIème Congrès dans de telles conditions est importante pour deux raisons :

1. il démontre que malgré la propagande mensongère du régime de Khomeiny, prônant la pacification du Kurdistan d'Iran, le Parti a régulièrement organisé des conférences dans tout le Kurdistan. Les représentants élus par les dizaines de milliers de membres du Parti sont venus de tous les coins du Kurdistan participer au présent Congrès. Cela représente une grande victoire pour le Parti.
2. Au moment où le sixième Congrès se réunit, notre Parti se trouve confronté à de graves problèmes d'ordre politique et organisationnel concernant les Peshmergas et à bien d'autres problèmes importants. Si nous tenons compte du fait que c'est le Parti qui dirige la lutte des masses populaires du Kurdistan

qui organise ce Congrès et qui tient tête au régime réactionnaire de Khomeiny, mieux que toute autre force de l'opposition, nous comprenons alors l'extrême importance de ce Congrès.

Ainsi, il convient de dire que non seulement la population du Kurdistan d'Iran, mais aussi tous les vrais combattants de la liberté du pays attendent le résultat du VIème Congrès. La responsabilité des participants est donc très lourde ; ils doivent prendre les décisions nécessaires pour résoudre nos problèmes, compte tenu de leur pouvoir, et agir pour la réussite du Congrès.

Pour les raisons que je viens d'énoncer, je propose de nommer ce Congrès "Congrès du Travail". Cela veut dire premièrement que le Congrès doit discuter de tous les problèmes avec méthode et franchise, deuxièmement qu'une participation active et réelle des représentants est nécessaire et troisièmement que le Congrès doit se consacrer tout entier à résoudre les problèmes essentiels et généraux du Parti. Le Congrès appartient à

tout le Parti et pas seulement à un comité. Les problèmes débattus lors des conférences de province sont importants pour tout le Parti et doivent être exposés durant le Congrès. Mais il ne faut pas s'attarder sur des problèmes de moindre importance qui peuvent être résolus par chacune des organisations du Parti.

Puisque ce Congrès est appelé "Congrès du Travail", il est évident que le rapport sera rédigé aussi dans cette optique, c'est à dire que l'accent sera mis sur les problèmes internes du Parti et sur les solutions à y apporter. Nous souhaitons que le Congrès approuve cette démarche et la suive.

1. La situation internationale

Ce qui caractérise le plus la situation internationale, est certainement la crise économique. Le chômage sans précédent, l'augmentation du coût de la vie, la récession économique, la baisse de la productivité et surtout l'inflation sont les signes notoires de cette crise. Les rapports entre les devises les plus importantes sont très

déséquilibrés. La prédominance du dollar sur les devises des autres pays capitalistes a mis en danger le système monétaire international ; par conséquent chaque pays essaie de préserver au maximum ses intérêts particuliers. Ainsi, la concurrence entre les pays capitalistes s'intensifie de jour en jour.

L'Amérique, pays impérialiste et capitaliste le plus puissant du monde, essaie d'exploiter cette crise en sa faveur. Elle s'engage de plus en plus et devient plus agressive. Dernièrement l'attaque directe des USA contre la Grenade, sa participation accrue dans le conflit libanais et ses préparatifs en vue d'une intervention militaire dans le Golfe Persique démontrent bien la politique d'agression de ce pays. La confusion qui règne dans la situation internationale a engendré des conflits armés dans la plupart des pays du monde. La guerre se poursuit en Amérique Centrale. Il en va de même au nord comme au sud de l'Afrique, au Liban et dans le Golfe Persique. Autrefois, il était possible d'enrayer ou du moins d'éviter l'expansion d'un conflit, alors qu'ac-

tuellement, ni les organisations internationales, ni les gouvernements les plus puissants ne sont capables d'arrêter les guerres comme par le passé. A nouveau, l'Europe devient le foyer d'une nouvelle guerre mondiale. Le monde est menacé par une guerre atomique. L'installation des fusées "Pershing 2" par les USA en Europe de l'Ouest, plus particulièrement en RFA et l'installation des fusées "SS 20" par l'URSS en Europe de l'Est augmentent la tension Est-Ouest et surtout américano-soviétique en Europe. C'est pour cela que les mouvements pacifistes se multiplient et se répandent de plus en plus. Des dizaines de milliers, voire des millions de personnes protestent contre l'installation d'armes atomiques en Europe.

La crise mondiale d'une part et certaines difficultés intérieures d'autre part menacent aussi l'équilibre économique des pays socialistes et leur productivité est en baisse par rapport à celle des pays capitalistes avancés. Ceci, y engendre des conflits politiques, comme en Pologne. Il est évident que l'impérialisme américain s'efforce d'exploiter toute divergence politi-

que dans les pays socialistes.

L'expansion du terrorisme international est un des faits les plus déplorables de ces deux dernières années. Les actes terroristes étaient moins fréquents auparavant. Il y a deux raisons à cela.

1. il s'est étendu d'une manière sans précédent dans l'histoire.

2. Au début, c'était des bandes ou des groupes politiques qui dirigeaient le terrorisme international, quelquefois certains Etats y participaient indirectement et clandestinement. Aujourd'hui, la participation des Etats est plus évidente et non seulement ils ne s'en cachent pas, mais encore, ils en sont fiers. Le régime inhumain de Khomeiny est sans doute le précurseur du terrorisme international. Il est prêt à tous les crimes pour réaliser ses actions terroristes. L'opinion publique mondiale sait très bien que la république islamique est l'instigatrice de nombre d'actions terroristes en Europe et au Moyen Orient, provoquant la mort ou blessant des milliers d'innocents.

La crise économique mondiale et l'augmentation du déséquilibre international se répercutent d'abord sur les pays du Tiers Monde, de plus en plus exploités. Mis à part les pays aux revenus pétroliers importants, la plupart des pays du Tiers Monde sont incapables de faire face à la concurrence internationale. Ils sont de plus en plus dominés économiquement par les grands pays capitalistes, en particulier par l'impérialisme américain. En fait ces derniers résolvent leurs problèmes économiques en portant atteinte aux pays du Tiers Monde où la crise économique engendre divers problèmes sociaux et politiques. Leur situation, déjà précaire, se dégrade et souvent des militaires profitant de cet état de choses s'emparent du pouvoir par un coup d'Etat et instaurent un régime dictatorial.

Le Moyen Orient est toujours le centre de conflits opposant de nombreuses forces et un certain nombre d'Etats. La guerre palestinisraélienne et les hostilités au Liban se poursuivent. Avec l'appui des USA, Israël a réussi à créer une telle situation que les combattants palestiniens durent quitter le Liban.

Mais dans cette affaire, la Syrie a eu son rôle à jouer. En collaborant avec des Palestiniens dissidents, elle a réalisé ce qu'Israël n'a pu accomplir. Si les Israéliens ont forcé les Palestiniens à quitter Beyrouth, les Syriens les ont chassé de Tripoli dans le Nord du Liban.

Ainsi, nous proclamons une fois de plus notre soutien au peuple palestinien, à l'Organisation de Libération de la Palestine et à sa direction légitime. Nous condamnons vivement l'aggression israélienne contre le Liban et les Palestiniens ainsi que le régime de Damas pour sa participation à la division de la résistance palestinienne, dans le seul but de détruire la politique indépendantiste de cette organisation. Nous défendons, comme par le passé, le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et son droit à constituer un Etat indépendant. Nous considérons l'OLP comme notre amie et notre alliée.

Les USA et Israël n'ont qu'un seul objectif : diviser le Liban. Mais il est surprenant de voir qu'un Etat arabe comme la Syrie se soit associée à l'exécution de ce plan. En fait, les autorités

syriennes ne cachent pas leur convoitise ; en cas de partage du territoire libanais, une grande partie de celui-ci leur serait attribuée. Au Liban, le régime syrien collabore étroitement avec le régime de Khomeiny. Il lui achète des armes et des munitions, soutient ses actions subversives et en contre-partie, il se sert des terroristes internationaux fournis par le régime de Khomeiny.

Il ne faut pas non plus négliger la double politique menée par les USA : d'un côté l'impérialisme américain est l'instigateur des événements qui se passent au Liban, et de l'autre, il prétend vouloir protéger l'indépendance et l'intégralité de ce pays en y envoyant des troupes.

Ne manquons pas non plus de mentionner le côté hypocrite du régime de Khomeiny. Tirant prétexte de la libération de Jérusalem, il joue le rôle de terroriste international et poursuit ses actions subversives au Liban, entraînant la mort de milliers de jeunes chiites innocents. De plus il lance des slogans hostiles aux USA et à Israël alors qu'autrefois il recevait des

armes, indirectement, d'Israël et qu'aujourd'hui il en reçoit, directement, des USA. Objectivement, Israël et les USA ne vendent pas d'armes à Khomeiny dans le simple but de libérer Jérusalem de la domination israélienne. Au Moyen Orient personne ne prend au sérieux les propos anti-américains et anti-isaréliens tenus par le régime islamique. Tout le monde le considère comme le perturbateur et le terroriste qui collabore avec Israël et les USA.

La situation dans le Golfe Persique est de plus en plus préoccupante. La guerre Iran-Irak continue depuis plus de trois ans, l'Iran refusant toute proposition de paix. Les actes terroristes commis par les hommes de Khomeiny au Koweït et en Arabie Saoudite et les troubles provoqués parmi les populations chiites inquiètent les peuples de la région. Il est à craindre que la guerre Iran-Irak dépasse les frontières des pays concernés et touche toute la région avoisinante. A l'origine, cette menace était due à la politique d'expansion de la révolution islamique. Le gouvernement irakien a déclaré à plusieurs reprises

que si Khomeiny persistait à continuer la guerre, il n'hésiterait pas à détruire les installations pétrolières iraniennes situées dans le Golfe et plus précisément le terminal pétrolier de l'île de Kharg. L'Irak s'approvisionne en armement moderne. Il a acheté 5 avions Super Etendard à la France. De son côté, Khomeiny, après avoir servi plusieurs fois l'impérialisme américain, se déclare prêt en cas de bombardement de ses installations pétrolières, à fermer le Détroit d'Ormuz. Cela provoquerait le blocage des exportations de pétrole en provenance du Golfe.

L'impérialisme américain, quant à lui, menace de déployer ses forces armées dans la région du Golfe ; pour débloquer, le cas échéant, le Détroit d'Ormuz par la force. Ainsi, Khomeiny favorise la réalisation d'un souhait ancien de l'impérialisme américain, à savoir, l'occupation de la région du Golfe. Cependant, il est à croire qu'une attaque armée de la part des USA aurait des répercussions au-delà des limites du Moyen Orient.

Bref, il est clair que si la situation internationale est alarmante, celle du Moyen Orient

l'est encore plus. Le cas de l'Iran mérite donc d'être examiné de près.

2. La situation en Iran

Cinq années se sont écoulées depuis la victoire de la révolution iranienne. Non seulement celle-ci n'a pas répondu aux aspirations des peuples révolutionnaires d'Iran, mais encore, la dictature des mollahs représente une catastrophe sans précédent pour notre pays, encore jamais vue dans l'histoire. La guerre, avec ses centaines de milliers de morts et de blessés, ses millions de sans abri, la répression, la torture, la détention, les exécutions, la ruine, la pénurie, l'exil, le chômage, la hausse des prix, l'insécurité sociale, la peur du futur et finalement la crainte de la perte de toute dignité humaine, voilà ce que la République Islamique offre aux peuples d'Iran. Mais en dépit des "ténèbres" que représente le régime de Khomeiny la crise profonde qui sévit actuellement semble impossible à surmonter. Elle touche tous les domaines de notre vie : social, politique, militaire, économique, culturel, et religieux.



En matière de politique, la crise ne cesse de s'aggraver. La dictature des mollahs est telle que les rapports entre le pouvoir et le peuple sont réduits au minimum. Il y a cinq ans, Khomeiny et son régime avaient une influence sans précédent dans l'histoire des régimes révolutionnaires sur le peuple. On peut même dire qu'ils étaient soutenus par plus de 90 % de la population. Mais peu de régimes ont, en si peu de temps, perdu le crédit qu'ils avaient auprès du peuple. On peut affirmer qu'à l'heure actuelle, moins de 10 % de la population soutient encore le régime et sans doute pas tout à fait de son plein gré. Ils représentent cependant une force bien organisée, composée dans sa majorité de gens armés et de jeunes fanatisés, ayant à leur disposition tous les moyens matériels offerts par le gouvernement. L'appareil de propagande de Khomeiny (radio, télévision, journaux confisqués...), ainsi que des dizaines de milliers de mollahs mercenaires les incitent continuellement à sauvegarder ce régime impopulaire et à se sacrifier pour la réalisation de ses objectifs.

Le secret de la survie de la République Islamique réside dans la qualité de ces 10 % qui la soutiennent. Profitant de tous les moyens mis à leur disposition, ils peuvent facilement, soit par la propagande, le mensonge, la tromperie ou la force, amener d'autres partisans à travailler à la réalisation des objectifs du régime et à faire augmenter ce pourcentage. Ceci dit, le régime de Khomeiny est tout à fait impopulaire et s'éloigne des masses populaires. Il est évident, aux dires des responsables du régime et surtout d'après les discours répétés de Khomeiny lui-même que la République Islamique est menacée par un danger imminent. Khomeiny ne manque pas une occasion de donner des avertissements et de faire le maximum pour préserver le pouvoir des mollahs. Cependant, les 90 % d'opposants n'ont toujours pas réussi à renverser la dictature de Khomeiny. Le seul moyen pour y parvenir est la lutte armée et la plupart des opposants ne sont ni organisés, ni prêts à prendre les armes. N'oublions pas que si la lutte armée dans les villes n'est pas soutenue par l'arrière garde des villages, elle ne

jamais réussir. Jusqu'à présent cela n'a été possible qu'au Kurdistan. Il faudrait que dans les villes une organisation révolutionnaire mette à profit le mécontentement général et la haine du régime. Mais pour prévenir sa chute, la "mollarchie" dispose de plusieurs moyens. Le meilleur garant du régime est le despotisme et la terreur qu'il engendre, ainsi que les emprisonnements, la torture et les exécutions qui continuent. L'année dernière, plus de la moitié des exécutions perpétrées sur l'ensemble de la planète, l'ont été en Iran. Cette atmosphère empêche toute tentative de lutte pacifique, ou tout au moins, elle l'a limitée. Par contre elle encourage les masses populaires à prendre les armes. Evidemment, un peu moins de terreur faciliterait le renversement du régime. Mais Khomeiny l'a dit à plusieurs reprises. Il ne reculera pas. Il sait pertinemment que le moindre pouce de terrain cédé entraînerait une plus grande liberté pour des milliers d'hommes, surtout dans les villes et rendrait imminente la chute de son régime.

Dans le rapport du Comité Central au Vème Congrès, on avait déjà signalé le fait que le régime de Khomeiny a remplacé sa politique officielle par les mensonges. Cela a été prouvé. Il craint de révéler quelle est la véritable situation du pays. Tout le monde sait que ses offensives manquées contre l'Irak et la guerre du Kurdistan ont fait des milliers de victimes. Pourtant le régime n'en a jamais parlé. Tous trompent le peuple ; non seulement la radio, la télévision et les journaux, mais encore tous les responsables, officiels ou non, les Imams du Vendredi de tous les coins d' Iran et même Khomeiny en personne. Mais jusqu'à quand pourront-ils le tromper ainsi ? Après 25 ans de régime monarchique, le peuple avait perdu toute confiance dans la personne du Shah, il a suffi de cinq ans pour que le peuple n'ait aucune confiance en le régime de Khomeiny.

Le second atout de Khomeiny consiste à exploiter les sentiments religieux des masses populaires chiites ignorantes et naïves. Il se sert de l'Islam pour couvrir ses crimes. Avant la révolution,

Khomeiny disait "Tous ensemble" mais on s'est aperçu par la suite que cela signifiait "Tous avec moi". Il y a cinq ans, il clamait "Sauvegardez l'Islam"; maintenant cela sous-entend "Sauvegardez-moi".

Au fur et à mesure que le peuple, autrefois naïf et ignorant, prend conscience que Khomeiny se sert de l'Islam pour sauvegarder son régime, celui-ci perd de son crédit. Ainsi, le nombre des personnes touchées par le culte du martyr diminue, le gouvernement a de plus en plus de difficultés à enrôler des jeunes, même parmi les 13-14 ans, pour aller combattre sur le front. Au niveau international, on éprouve très peu de respect pour l'Islam de Khomeiny. Pour les peuples des Musulmans, il est devenu clair que pour Khomeiny, l'Islam signifie la domination des ayatollahs (Velâyat-ê-Faghih) représentée par le régime de terreur, anti-humain d'aujourd'hui en Iran.

A l'intérieur du pays, même les Musulmans sont persécutés s'ils s'opposent au "velayat faghih". On

en déduit donc que pour Khomeiny la religion n'était qu'un moyen pour prendre le pouvoir et lui permet de le conserver. Mais actuellement l'Islam de Khomeiny perd de son influence et de sa force à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Cela signifie la perte de son pilier le plus important.

L'argent représente un autre pilier de la "mollarchie". Les revenus et les capitaux du pays sont dépensés arbitrairement pour préserver la République Islamique. Les dirigeants sont corrompus et corrompent pour obtenir le soutien de 10 % de la population. Ils sont prêts à défendre le régime à tout prix, commettent toutes sortes d'exactions. En fait, les institutions, soi-disant révolutionnaires, comme la "fondation des déshérités", "la fondation du martyr", "la guerre sainte pour la construction", "les comités" etc... sont des institutions commerciales dont les seuls bénéficiaires sont les mollahs et les hauts dirigeants. Les revenus pétroliers sont en partie dépensés pour la guerre, et en partie pour acheter les consciences des "vendus" qui n'ont aucune foi dans la

République Islamique, mais qui la servent et la défendent dans un but uniquement lucratif. En fait, la poursuite de la guerre permet au régime de survivre.

La guerre au Kurdistan dure depuis cinq ans. Elle n'est pas près de se terminer ; au contraire, elle s'intensifie. Actuellement, certains responsables du régime reconnaissent que cette guerre est inutile et que le problème kurde n'a pas de solution militaire. La guerre du Kurdistan, comme le conflit irano-irakien, est un moyen de perpétuer la "mollarchie". C'est pour cela que les mollahs la mettent par hypocrisie sur le même plan que la guerre contre l'Irak.

Le conflit irano-irakien dure depuis près de trois ans et demi. Certaines sources, plus ou moins crédibles, dénombrent quelques 600.000 tués ou blessés dont 400.000 seraient iraniens. On estime les dégâts financiers à 150 milliards de dollars. Des dizaines de villes et de villages ont été détruits. Certaines sources de revenus sont très touchées ; les installations

pétrolières, notamment, ont été très endommagées. Il en coûterait au gouvernement plusieurs milliards de dollars pour les remettre en état. Cette guerre sanglante a fait plus de 2 millions de sans-abri, des dizaines de milliers d'handicapés et de prisonniers de guerre. De plus, elle est la cause de l'éclatement des familles, de la recrudescence des maladies mentales et de la délinquance parmi les soldats revenant du front. Tout ceci laissera des marques profondes. La guerre a totalement anéanti l'économie iranienne. A l'heure actuelle, c'est l'économie de guerre qui domine. Cela signifie : diminution de la consommation, annulation du budget des services sociaux, attribution d'une grande partie du revenu national à l'achat d'armement et autres dépenses de guerre. Un système de coupons a été instauré. Les produits de première nécessité sont rares. L'augmentation des prix et le chômage engendrent une baisse du niveau de vie des travailleurs, les premières victimes de cette politique belliciste. La guerre contre l'Irak est une guerre absurde. Les responsables du régime de Khomeiny ont déjà changé plusieurs fois d'avis

ence qui concerne le but de la poursuite de cette guerre. Au début l'objectif de cette guerre était la défense de la patrie ; puis lorsque l'armée irakienne s'est retirée d'Iran, ils ont déclaré que les armées de Khomeiny devaient passer par Bagdad pour libérer Jérusalem. Profitant de cette guerre, Israël a pu occuper le Liban et porter des coups durs à l'OLP. Parfois les mollahs parler de libérer Kerbela et Nadjaf pour tromper la population et l'encourager à participer à la guerre. Parfois ils disent que l'Irak doit payer des dommages de guerre à l'Iran de quelques dizaines de milliards de dollars. Mais ces propos ne sont pas constants. Il a été entendu souvent que si l'Irak devenait une république islamique, ils renonceraient à réclamer les dommages. Le gouvernement iranien continuera la guerre tant que le régime actuel irakien ne sera pas renversé. C'est en fait le véritable objectif de Khomeiny. Actuellement il ne fait pas la guerre en vue d'une victoire militaire, elle sert simplement à maintenir en place la "mollarchie".

A l'intérieur du pays, Khomeiny est confronté à des milliers de problèmes, politiques, économiques et sociaux pratiquement impossibles à résoudre car ils sont dus à la nature même du régime. Les dirigeants ne sont pas capables d'envisager un programme précis pour en venir à bout. De toute manière, s'ils y parvenaient, il serait irréalisable car il serait en contradiction avec le régime. Alors pour camoufler les problèmes, ils continuent la guerre en proclamant "notre unique préoccupation est la guerre". Ils répondent aux revendications légitimes des travailleurs, des peuples opprimés et de ceux qui aspirent à la liberté par l'oppression toujours plus forte, voire par le feu. En continuant la guerre, Khomeiny espère préserver l'intégrité de son gouvernement. A plusieurs reprises il a dit : "Dans cette guerre, si nous ne voulons pas être anéantis, nous devons rester unis". La guerre est le fruit de la politique de Khomeiny, c'est elle qui lui permet de se maintenir au pouvoir. En ce qui le concerne, guerre et pouvoir sont indissociables. Si le régime se maintient grâce à la guerre,

celle-ci se terminera dès le renversement du régime. Ce n'est donc pas sans raison que Khomeiny considère la guerre comme un don divin. Elle est comme l'épée de Damoclès, suspendue au dessus de la tête de ses opposants, de ceux dont l'interprétation diverge de peu sur certains problèmes internes, ou même de ses propres sympathisants. Il leur ordonne de rester unis sous peine d'être anéantis. La politique belliciste a engendré deux contradictions principales au sein du régime : premièrement Khomeiny a besoin d'une victoire pour poursuivre sa politique. Mais la situation sur le front n'est pas brillante ; aucune victoire importante n'a été remportée depuis deux ans malgré la perte de dizaines de milliers d'hommes. Cette guerre n'a pas d'issue et le régime subit actuellement une grave crise militaire. Se voyant incapable de terminer la guerre, et l'hypothèse d'une victoire étant tout à fait improbable, le régime de Khomeiny vient d'adopter une nouvelle tactique dans sa guerre contre l'Irak pour se sortir de cette impasse. Contrairement à leur propagande habituelle qui

annonce la victoire prochaine, les dirigeants savent fort bien maintenant que cette victoire est bien loin. La propagande ne sert qu'à remonter le moral de ses troupes. S'ils ont opté pour la guerre d'usure, c'est qu'ils considéraient que les Irakiens seraient incapables politiquement et humainement parlant de la supporter. Ce changement de tactique a deux significations. Cela démontre implicitement que le régime a échoué dans sa tentative de guerre éclair et que la guerre va durer plus longtemps, affaiblissant le régime matériellement et humainement.

Khomeiny ne songe plus à la mobilisation de la population irakienne contre son gouvernement. Ni les partisans de la soi-disant "haute assemblée de la révolution irakienne", ni les Jash (mercenaires) du Ghiadeh Movaqat (fils de Barzani) n'ont tenu leurs promesses. Et, plus encore, contrairement aux promesses du Ghiadeh Movaqat, non seulement le peuple kurde d'Irak n'a pas soutenu les forces de Khomeiny, mais encore il les a affrontées avec courage. Atteindre les champs de pétrole de Kirkouk était le prétexte pour ouvrir

un front dans la région centrale du Kurdistan. Mais ceci est resté à l'état de rêve. En ouvrant ce front Khomeiny pensait affaiblir les forces irakiennes mais aussi il songeait à infliger quelques coups durs au mouvement national démocratique du Kurdistan d'Iran. Le régime de Khomeiny sait très bien à quel point les jeunes Iraniens déplorent la guerre du Kurdistan. Ainsi en ouvrant ce nouveau front, le régime fait une propagande unique pour la guerre contre l'Irak et la guerre du Kurdistan. Ceci permet d'encourager ses forces à se battre contre les Peshmergas. Mais là encore le régime a échoué. Bien qu'il se soit vanté d'avoir pacifié le Kurdistan, les combats font encore rage à Ouramanat et Dalaho, dans les environs de Kermanshah et de Sanandaj, dans la région de Marivan et de Baneh et dans les villes de Saghez, Boukan, Mahabad, Salmas, Khoy et Ghatour. Le régime vient de réaliser que cette prétendue pacification ne lui avait servi à rien et lui avait coûté très cher. Actuellement les forces de Khomeiny au Kurdistan sont plus que jamais sous les coups

des Peshmergas et la stratégie militaire du régime a prouvé son inefficacité dans cette région. La deuxième contradiction dans la politique de guerre de Khomeiny est due au fait que d'une part les autorités cherchent une raison d'être à tous les problèmes socio-économiques qui s'abattent sur le peuple et qu'elles ne cessent de répéter qu'ils ne pourront être résolus tant que la guerre ne sera pas terminée. D'autre part, il affirme que la poursuite de la guerre est le devoir sacré de tous les Iraniens. Mais ceux-ci finiront sûrement par comprendre, même si cela doit prendre du temps, que la guerre est la cause de tous leurs malheurs et qu'il faut d'abord terminer celle-ci pour pouvoir changer la situation chaotique du pays. La guerre doit faire place à la paix et l'agressivité au pacifisme, si l'on veut atteindre cet objectif. Il est donc indispensable que ceux qui entretiennent cet état de guerre, c'est à dire les dirigeants actuels et Khomeiny lui-même, quittent la scène politique. Il faut dénoncer la politique d'agression de Khomeiny et faire de la lutte pour la paix et le pacifisme notre tâche principale.



Le peuple du Kurdistan lutte contre la guerre et la politique d'agression du régime de Khomeiny. C'est le meilleur moyen d'aboutir à la paix. Nous sommes convaincus que la diffusion de slogans en faveur de la paix parmi le peuple d'Iran ne peut que mobiliser les masses et mieux préparer le renversement du régime, qui est le principal obstacle à la paix.

La crise économique sévit toujours. Elle est la conséquence de la politique menée par le régime. La fermeture de la plupart des établissements industriels, la désorganisation de l'agriculture, la diminution des services sociaux, la baisse des exportations, l'augmentation sans précédent des importations, preuve de la dépendance économique accrue du pays, l'absence de plans précis et le taux d'inflation galopant durant les cinq dernières années sont les principaux indices révélateurs de la crise. Les travailleurs et les masses populaires en subissent les conséquences : vie dure et insupportable. En outre, les quelques millions de chômeurs, la hausse des prix, le système des bons d'achat, la pénurie de

nombreux produits de consommation courante et le marché noir semi-officiel sont aussi la preuve de cette situation de crise. Les causes de celle-ci sont pourtant claires. La crise relève des erreurs politiques commises par le régime. En cinq ans, il n'a pas réussi à donner une direction économique au pays. A un moment donné, il pensait procéder à un nouveau remembrement des terres en faveur des paysans les plus pauvres, non propriétaires et à nationaliser le commerce extérieur. Ceci dénote une nette préférence pour le secteur public de l'économie. Mais petit à petit, la nouvelle bourgeoisie a joué un rôle plus influent sur l'économie et avec l'aide des mollahs, ils ont contribué au développement du capitalisme. Ces derniers temps, le gouvernement et Khomeiny lui même ont favorisé le marché libre. Ainsi, ils veulent non seulement dissiper le mécontentement politique dans les milieux commerciaux, mais encore, ils donnent le feu vert à la bourgeoisie en lui donnant le champ libre pour développer le capitalisme. Mais celle-ci joue surtout un rôle d'intermédiaire, ne faisant pas entièrement

confiance à la République Islamique. Elle n'est pas prête à investir dans les secteurs de production malgré la nouvelle tendance capitaliste du régime.

Malgré cela, les autorités s'opposent à l'adoption d'une politique économique bien définie.

La guerre absorbe la plupart des revenus pétroliers et une grande partie du budget de l'Etat. Selon les chiffres de la Banque Markasi, un tiers du budget est totalement consacré à la guerre. Cela signifie que quotidiennement, 130 millions de Tomans sont dépensés pour l'armement et tout ce qui touche à la guerre. Le reste des revenus pétroliers est utilisé pour l'importation des denrées alimentaires et autres produits de première nécessité. Ainsi, durant l'année 1983 (1362) la République Islamique a importé 2 millions de tonnes de blé et a acheté pour 200 millions de dollars de fromage danois en une seule commande. L'Iran, un pays vaste et possédant des terres riches, achète son blé, son fromage et beaucoup d'autres produits agricoles à l'étranger. Pourtant le régime n'a pas honte de parler d'autosuffisance.

Une autre raison de la désorganisation économique du pays est l'ignorance des autorités. En effet, la plupart des universitaires et des spécialistes ont quitté le pays ou bien ont été licenciés. Ce sont désormais des ignorants ou des gens qui n'ont pas la formation nécessaire qui occupent ces postes. Récemment, c'est-à-dire cinq ans seulement après la révolution, les mollahs ont compris qu'ils avaient besoin de personnes qualifiées pour gérer les affaires du pays, plus particulièrement les affaires économiques. Sans doute les exactions, le marché noir et la contrebande contribuent à la détérioration de la situation économique. Les mollahs et leur suite ont trouvé des centaines de solutions légales ou illégales pour engloutir les revenus nationaux. Beaucoup ont ouvert des comptes dans des banques étrangères. La malhonnêteté et le vol sont devenus monnaie courante dans la République Islamique.

Les autorités ont choisi trois solutions pour tenter de résoudre les problèmes économiques (en réalité pour perpétuer la situation actuelle et

sauvegarder le régime !). La première solution envisagée est l'augmentation des exportations de pétrole, même à prix réduit. Mais le régime n'a pas obtenu de résultats satisfaisants. Durant les trois dernières années, la République Islamique n'a pas vendu plus de 2 millions de barils par jour qui ont rapporté entre 50 et 60 millions de dollars. La situation du marché pétrolier international et la poursuite de la guerre dans le Golfe empêchent toute augmentation des exportations pétrolières. Evidemment les 600 barils nécessaires quotidiennement à la consommation intérieure sont compris dans la production globale. Celle-ci s'élève à 2,5 à 2,6 millions de barils par jour.

La deuxième solution est de faire fonctionner la planche à billets sans garantie. Les mollahs ne se sont pas privés d'exploiter cette solution, compensant ainsi l'augmentation du déficit budgétaire. Mais en contre partie, ce système a favorisé l'inflation et la dévaluation du Rial à tel point qu'actuellement, aucune banque étrangère n'accepte cette monnaie.

L'inflation se traduit par une augmentation des prix et une baisse du niveau de vie des masses populaires, surtout des travailleurs au revenu déjà minime.

La troisième solution consiste à limiter la consommation. Actuellement, de nombreux produits, autrefois vendus couramment sont devenus rares, voire inexistants. En fait, ils ont limité la consommation et les importations de nombre de produits, sous prétexte qu'ils allaient à l'encontre de la loi islamique, que c'étaient des produits de luxe ou qu'ils ne convenaient pas à la vie islamique.

La baisse du niveau de vie qui a engendré l'utilisation d'un système de coupons permet aux autorités d'éviter l'accentuation de la crise économique.

En résumé, ces trois solutions (augmentation des exportations pétrolières, fonctionnement de la planche à billets et limitation de la consommation) démontrent l'incapacité du régime à résoudre les problèmes économiques du pays. Aucune de

ces solutions ne peut aider l'économie de l'Iran. Ces solutions, employées comme des tranquillisants, pourraient, dans le meilleur des cas, résoudre les problèmes économiques actuels à court terme seulement. A long terme, elles produiraient un effet contraire ; elles aggraveraient encore la situation, toucheraient d'autres domaines et entraîneraient des conflits sociaux. A mesure que le temps passe, les travailleurs iraniens, qui ont joué durant ces 5 années un rôle effacé dans la vie politique du pays et sont les premières victimes de la crise socio-économique, exposent et poursuivent leurs revendications. La loi réactionnaire sur le travail promulguée par la République Islamique est la meilleure preuve de son opposition aux revendications des travailleurs. La politique d'oppression menée par le régime et l'expérience de ces dernières années ont poussé les travailleurs au combat. Bien que pour toute réponse à leurs revendications, les ouvriers obtiennent la prison, la torture et souvent l'exécution, les mouvements qui se sont formés ces dernières années montrent que la

lutte des travailleurs est entrée dans une nouvelle phase. Le fait que les mouvements ouvriers échappent à l'influence des organisations opportunistes et anarchistes ou à l'influence d'associations réactionnaires se réclamant soi-disant de l'Islam, prouve qu'ils trouveront sans aucun doute leur voie, celle de la révolution.

Le régime réactionnaire de Khomeiny est aussi victime d'une crise culturelle et scientifique sans pareil. Les croyances rétrogrades de ce régime renient les fondements de la culture, de l'art et de la science, alors que ceux-ci sont indispensables à sa sauvegarde et à sa survie. La République Islamique se contredit car, sans l'aide de la science et de la technique, comment pourrait-elle administrer la société et mener la guerre. Le licenciement des universitaires et des syndicalistes ainsi que le dénigrement de la science et de la culture internationales a engendré une telle pauvreté dans le domaine de la pensée qu'il faudra des années pour combler ce vide. La République Islamique condamne l'art. Beaucoup de secteurs artistiques sont interdits et considérés

comme ennemis de l'Islam. Non seulement la culture générale est en cours de dégradation, mais encore on peut constater sans exagération que la République Islamique est le symbole de "l'anti-culture". La culture n'a pas de place dans le cadre de ce régime et la fonction de Khomeiny "juge suprême" (velayat-e faghih) n'est pas compatible avec la culture.

L'éducation, soi-disant islamique des enfants, c'est-à-dire le lavage de cerveaux, consistant à altérer des faits historiques et scientifiques, est un des plus grands massacres commis par le régime et laissera des empreintes sur les générations à venir.

Le régime de Khomeiny traverse donc une période de crise qui a influencé la prise de position internationale concernant celui-ci. Il est tenu à l'écart. Il est considéré comme sanguinaire et dictateur, perpétuant le terrorisme international. La "mollarchie" ne dispose d'aucune estime de la part de l'opinion mondiale. Les relations commerciales que le régime entretient avec

quelques pays, bien que la propagande des autorités les présente comme le signe d'un accroissement de la confiance envers la République Islamique et l'acquisition d'une certaine crédibilité au niveau international, consistent simplement à échanger du pétrole bon marché contre des armes et des munitions. En fait ces pays n'osent même pas définir quelles sont leurs véritables relations avec la République Islamique par crainte de l'opinion publique. Certains pays, y compris des pays socialistes et quelques organisations, notamment des partis communistes qui croyaient jusqu'à il y a un an au rôle révolutionnaire et anti-impérialiste du régime de Khomeiny au Moyen-Orient se sont finalement aperçus que ce régime était réactionnaire, impopulaire et qu'il mettait en péril la paix mondiale, qu'il aidait l'impérialisme international. L'aggravation de la crise, l'échec du régime dans sa politique de guerre et son incapacité à résoudre les graves problèmes du pays et ses contradictions insurmontables ont augmenté les désaccords au sein du gouvernement. Ceux-ci sont de plus en

plus fréquents. Une assemblée d'experts a été élue à grand renfort de propagande pour choisir le successeur de Khomeiny. Mais après quelques réunions, on s'est vite aperçu que la mésentente entre les divers membres rendait leur tâche difficile. L'Assemblée Nationale a approuvé la timide loi de nationalisation sur le commerce extérieur ainsi que celle concernant la réforme agraire. Mais, le Conseil de Surveillance des lois déclare que ces lois sont contre l'Islam et les rejette. Le Président de la République attribue un poste, le Chef de l'Assemblée Islamique le supprime. Le Premier Ministre licencie le responsable de la radio et de la télévision et le Chef de l'Assemblée soutenu par Khomeiny lui restitue son poste.

De plus l'Assemblée refuse certains ministres proposés par le Premier Ministre. On pourrait citer des centaines d'exemples de ce genre. Les désaccords entre les grands Ayatollahs, l'Assemblée et les Conseil de Surveillance, l'Assemblée et le Gouvernement, l'armée et les Pasdaran ainsi que les conflits au sein même de l'armée et

et des corps de Pasdaran augmentent de jour en jour. La situation est telle que même les conseils de Khomeiny n'ont plus d'effet et personne ne prête attention aux menaces "si vous ne vous unissez pas, vous serez anéantis et l'Islam disparaîtra" (sous-entendu, la "mollarchie" serait anéantie). Le chaos règne au sein du pouvoir. Par exemple l'Ayatollah Montazari n'a aucune responsabilité officielle selon la loi constitutionnelle de la République Islamique. Mais les plus hautes autorités, du Président au commandant en chef des armées, et aux directeurs administratifs lui envoient les rapports de leurs travaux et lui demandent conseil. Sans doute, ces désaccords croissants au sein du pouvoir vont aggraver la crise qui menace le régime et affecteront le moral des forces actuellement sur le front. En général, ces désaccords et ces contradictions sont des éléments qui accélèrent le renversement du régime de Khomeiny.

Lorsque l'on analyse la situation de ce régime on doit éviter deux considérations erronées :

- une partie de l'opposition (en particulier à

l'étranger) estime que la crise qui sévit actuellement va entraîner la chute prochaine du régime ;

- la partie désespérée considère que, le régime n'ayant pu être renversé jusqu'à présent, il ne pourra l'être de sitôt.

Mais, nous, le P.D.K. d'Iran, au contraire, nous sommes convaincus que le régime de Khomeiny qui jusqu'alors n'a pu résoudre les problèmes du pays ne pourra jamais surmonter la crise. De toute évidence donc, il sera renversé.

De plus, nous avons la certitude qu'un régime despotique aussi faible soit-il et ayant contre lui une forte majorité de l'opinion ne peut se renverser de lui-même. Seule une force révolutionnaire organisée sera capable de le combattre. Selon nous, le régime de Khomeiny touche à sa fin. Alors nous devons essayer de constituer cette force qui lui portera le coup final.

Pour analyser l'avenir de l'Iran, il faut envisager l'éviction du pouvoir de Khomeiny. Elle se fera soit en raison de sa mort ou de son incapacité

pacité d'assumer ses responsabilités à cause de son âge avancé. Mais nous, individus ou organisations révolutionnaires nous ne pouvons rester passifs et attendre sa mort. Il ne faut pas oublier que souvent la survie des régimes dictatoriaux est liée à celle du dictateur lui-même. On peut dire sans exagérer que la survie de la monarchie ne dépendait pas autant de l'existence de Mohamed Reza Shah que la République Islamique de l'existence de Khomeiny. La disparition de celui-ci rompera l'équilibre des forces et augmentera les désaccords au sein du régime. Peut-être que la République Islamique ne s'effondrera pas dès la mort de Khomeiny. Mais les conditions de sa chute seront sans doute mieux préparées. Donc, le Conseil National de la Résistance, en tant que seule alternative démocratique, doit se préparer aux conséquences de la disparition probable de Khomeiny.

Les opposants de Khomeiny ont beaucoup discuté et discutent toujours des alternatives politiques. La position de notre Parti est nette. Nous considérons que le Conseil National de la Résistance

est la seule alternative démocratique. En effet, les éléments qui le composent et son programme lui donnent la capacité de réaliser les tâches révolutionnaires. Le fait que le P.D.K.I., les Mujahedin du peuple, d'autres organisations, personnalités célèbres et libres penseurs fassent partie du Conseil, garantit la sauvegarde de la démocratie. En vérité, nous ne voyons aucune autre alternative démocratique. Les royalistes qui se font appeler "constitutionnalistes" ont été historiquement condamnés par la révolution des peuples d'Iran. Le régime royaliste a été enterré une fois pour toutes par la révolution de 1979 et ne ressuscitera pas. Notre Parti refuse le royalisme car il est anti-démocratique et est synonyme de dictature, de despotisme et du refus de toute liberté démocratique. Les peuples d'Iran ne se laisseront pas tromper par les royalistes, ni par le fils de l'ex-Shah qui se déclare démocrate et constitutionnaliste, comparant l'Iran à la Suède, à la Grande Bretagne ou à l'Espagne. L'histoire nous a bien montré que tout roi en Iran finit par devenir un dictateur.

Les royalistes affirment qu'après avoir renversé le régime de Khomeiny ils organiseront un référendum pour déterminer si le peuple désire un régime royaliste ou une république. En fait, pour nous, la révolution iranienne, avec ses dizaines de milliers de martyrs, a été le plus grand référendum de l'histoire au moyen duquel des millions d'Iraniens ont condamné la royauté. De plus, l'expérience a bien montré que royalisme signifie "soumission à l'impérialisme". En effet, pour sauvegarder son autorité, un roi qui n'a pas le soutien de ses sujets devient un dictateur et est contraint de se soumettre à l'impérialisme. Ainsi, le retour à la royauté mettrait un terme à l'indépendance de l'Iran.

Pour sa part, depuis des années, le P.D.K.I. lutte pour l'autonomie, c'est à dire pour diminuer l'autorité du gouvernement central, alors qu'un retour au régime royaliste signifierait la totale concentration du pouvoir par le gouvernement central symbolisé par le roi. Nous déclarons donc officiellement une nouvelle fois, à l'occasion de notre VIème Congrès notre refus du royalisme car il est synonyme de subordination à l'impé-

rialisme et de rejet de l'autonomie. Nous le combattons de toutes nos forces et nous ne permettrons, en aucune manière et sous aucune forme sa réhabilitation.

Le fait que nous rejetions la monarchie, ne signifie pas que celle-ci soit la seule alternative proposée par les Américains. Ceux-ci essaient en fait de rassembler toutes les forces qui pourraient lui être favorables. L'impérialisme américain cherche un successeur pour Khomeiny ; et cela pour deux raisons.

Premièrement la politique anti-communiste du régime est satisfaisante pour les USA (telle la dissolution du Parti Tudeh). Contrairement à ce que diffusent certains médias européens, le régime renforce son amitié pour les USA. Mais, malgré tout ceci, les personnalités américaines savent très bien que le régime de Khomeiny n'est pas encore bien établi et que ses fondements ne sont pas encore assez solides. Il ne pourra pas résister en cas de défaite contre l'Irak ou si Khomeiny venait à mourir. Il sera renversé. Dans

les conditions actuelles, seule une force radicale ou une organisation anti-impérialiste comme le Conseil National de la Résistance pourra lui succéder. Alors c'est pourquoi les USA se soucient beaucoup de trouver une alternative pour l'Iran, afin d'éviter de mauvaises surprises. Deuxièmement, la politique subversive de Khomeiny au Moyen-Orient et plus particulièrement au Liban et dans le Golfe Persique a démontré aux USA que si on n'empêche pas l'exportation de la Révolution Islamique, on mettra en danger de nombreux pays musulmans en particulier les pays exportateurs du Golfe et certains pays amis des USA. Dans ce cas, les intérêts américains et ceux des pays de l'ouest seront directement touchés. Les USA tendent donc à se détacher de Khomeiny et à se rapprocher de l'Irak au risque de ne plus être neutres dans ce conflit. Mais, il n'est pas facile de trouver une alternative. En Iran, il n'y a plus aucune organisation disposée à servir d'agent américain. L'armée ne serait pas capable de le faire seule et aucune organisation n'est prête à l'aider. Les USA essaient de se rallier

tous les groupes, groupuscules et personnalités pro-américaines à l'étranger, en Iran et même au sein de l'appareil d'Etat. Il ne faut donc pas sous-estimer le danger d'une telle alternative.

Le Conseil National de la Résistance représente son plus grand obstacle interne. Les USA se sont efforcés d'éliminer les principales organisations qui forment le Conseil National, c'est-à-dire le P.D.K.I. et l'organisation des Mujahedin du peuple, par l'intermédiaire de la République Islamique. Ils ont échoué. Ces deux organisations figurent toujours parmi les forces politiques et militaires les plus puissantes. Ainsi, c'est le devoir de notre Parti et de tous les membres du Conseil National de la Résistance de s'opposer aux prétentions américaines, en imposant le Conseil aux USA et de les mettre devant le fait accompli.

Le P.D.K.I. l'a déjà répété à plusieurs reprises et l'affirme encore, "le régime qui succèdera à celui de Khomeiny doit être démocratique, basé sur le pluralisme et le respect des libertés dé-

mocratiques. Toute dictature, quelle qu'elle soit, entraînerait le pays dans un conflit aux conséquences imprévisibles. Après Khomeiny, l'Iran mènera librement sa politique extérieure fondée sur l'autonomie, la sauvegarde de l'indépendance, le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

Sa politique de neutralité, équilibrée, garantira l'indépendance de notre pays et interdira à tout Etat de s'immiscer dans nos affaires intérieures. Elle signifiera amitié, rapports de bon voisinage avec l'URSS, ainsi que prise en considération réelle de l'importance que représente son pétrole aux yeux de l'Occident (notamment des USA, du Japon, et de quelques autres pays de l'Europe occidentale). En effet, d'une part, l'arrêt de la livraison du pétrole de la région du Golfe à ces pays paralyserait leur économie et, d'autre part, cela pourrait favoriser les sociétés pétrolières multinationales qui, profitant de l'occasion, augmenteraient le prix du pétrole en provenance d'autres régions du globe. Tout ceci risquerait de menacer le système économique mondial et de

susciter une très vive réaction de la part des USA. Il faut reconnaître qu'en maintenant l'équilibre, c'est-à-dire en ne faisant aucune concession nuisible à l'Iran, et en reconnaissant la réalité de l'importance de la région du Golfe, l'alternative démocratique permettrait de mettre fin aux menaces et aux troubles occasionnés par Khomeiny et ne s'opposerait plus au passage des pétroliers dans le Détroit d'Ormuz.

3. Les activités du Parti entre le Vème et le VIème Congrès

Ces deux dernières années, le Kurdistan d'Iran a été la scène de conflits politiques et militaires. L'agression du régime contre le Kurdistan n'a pas cessé depuis le Vème Congrès. Une grande offensive avait alors été lancée durant l'automne 1982 en vue de contrôler la route Piranshar-Sardasht. Le régime, grâce à la mobilisation d'une force importante, réussit finalement à prendre le contrôle de cet axe routier au début de l'hiver 1982 malgré la résistance des valeureux Peshmergas. Il prit le contrôle de la route Mahabad-Sardasht et de quelques autres routes adjacentes. Après le Vème Congrès, le régime a continué à lancer des offensives contre les régions libérées, et en particulier contre les bases des Peshmergas et les locaux du Parti. Actuellement les combats se poursuivent dans l'ensemble du Kurdistan. Le régime n'a pas atteint le but illusoire qu'il s'était fixé, à savoir l'élimination du P.D.K.I. et des Peshmergas. Cependant, le contrôle des routes et de quelques régions libérées, par les

forces de Khomeiny, a créé une situation nouvelle au Kurdistan. C'est donc en fonction de cette nouvelle situation que nous devons analyser les activités de notre Parti.

L'aspect particulier de cette nouvelle situation c'est la division en trois parties du Kurdistan : les régions toujours libres, les régions où sont implantées les bases ennemies mais dans lesquelles les Peshmergas circulent toujours, les régions dominées par l'ennemi, principalement dans les villes et les alentours des bases. Les routes principales sont contrôlées par l'ennemi durant la journée et par les Peshmergas la nuit. Mais en général, contrairement à ce qui se passait auparavant, les Peshmergas et les cadres du Parti circulant à pied doivent fréquemment éviter des embuscades pour parvenir dans d'autres régions. Les forces de Khomeiny ont les moyens d'attaquer les villages libérés mais les Peshmergas, de leur côté, peuvent mener des actions militaires à l'intérieur des villes. Si dans beaucoup de régions, les Peshmergas ont toujours eu des bases fixes, dans d'autres ils n'ont pas de bases déterminées. Ils sont toujours en mouve-

ment à la manière des résistants. La situation politique a tout de même évolué au Kurdistan. Le régime de Khomeiny a enregistré des succès, mais non politiques. La majorité de la population est contre lui. Sauf dans quelques endroits précis, les "Jash" sont peu nombreux. Les masses ont le moral. Elles soutiennent toujours le P.D.K.I. et sont prêtes à se battre pour obtenir l'autonomie qui demeure leur revendication principale. La situation politique dans les villes est prometteuse. L'opposition des populations urbaines à la "mollarchie" est toujours ferme et augmente de plus en plus. Les grèves de l'été dernier en sont la preuve. Le régime a usé de plusieurs tactiques, mais il n'a pu gagner la sympathie de la population kurde. En résumé, du point de vue politique, le régime est tenu complètement à l'écart du Kurdistan. Pendant ces deux dernières années, non seulement il n'a obtenu aucun résultat positif, mais encore, il a échoué dans ses desseins. Dans le domaine de l'activité des mouvements politiques aussi, la situation est plus déterminante. A l'heure actuelle, le P.D.K.I. et le "Komala", deux organisations politiques kurdes,



sont actives. Les autres organisations et groupes ont aussi transféré leur centre au Kurdistan, parce que le Kurdistan est devenu le bastion de la libération de tout l'Iran. De là, ils veulent développer la lutte dans d'autres parties de l'Iran.

A) Les activités organisationnelles

Il y a deux ans, le Rapport du Comité Central du Vème Congrès a relaté ainsi les défauts de nos activités organisationnelles :

- le principe de la centralisation démocratique n'était pas bien défini
- les cadres du Parti n'étaient pas assez nombreux
- le processus de travail du Parti était confondu avec les processus militaire et administratif
- absence d'une publication théorique interne au Parti.

Nous allons voir dans quelle mesure nous avons pu y remédier.

Après le Vème Congrès, de nombreux organes du Parti se sont occupés des activités sociales en différents endroits. En fait, l'activité de ces organes s'est confondue avec les activités sociales. On ne pouvait plus les distinguer. Quelquefois quand les affaires sociales étaient interrompues quelque part en raison d'une attaque ennemie, les cadres se trouvaient démunis et ne savaient plus quoi faire. Ceci en raison de la superposition des activités du Parti et de celles de la population elle-même. Il est donc nécessaire de redéfinir le fond et la forme du travail des différents organes du Parti. Dans l'intervalle des deux Congrès deux mesures fondamentales ont été prises. La première est l'acquisition des renseignements sur la situation organisationnelle. Il fallait connaître le nombre de comités, de cadres et de membres afin de pouvoir établir notre programme de travail. La deuxième est la synchronisation des méthodes employées afin de procéder de façon identique dans tout le Kurdistan et d'uniformiser l'organisation. Trois mesures ont été retenues pour définir le contenu

du travail et choisir la meilleure façon. Premièrement la publication de "Trosher" et en particulier le fascicule "Guide du travail organisationnel", deuxièmement, l'envoi de représentants dans tous les comités de province et troisièmement la mise en route de cours de formation pour les cadres. Nous avons obtenu quelques succès dans l'organisation du travail, mais c'est encore insuffisant.

Beaucoup de responsables du Parti, en particulier les responsables des comités de provinces qui sont aussi des membres du Comité Central prennent des décisions seuls. Ils effectuent leurs tâches selon leur propre initiative et ne tiennent aucun compte des méthodes d'organisation adoptées. Ceci provoque parfois des disparités entre leurs décisions et la méthode de travail proposée par la Commission.

La tâche principale du Parti est de faire connaître la politique et les décisions de la direction du Parti aux masses populaires et d'exposer le point de vue des membres et de la population à la direction. Pour atteindre ce but,

il est nécessaire que les membres du Parti soient organisés, que la hiérarchie soit définie de haut en bas, que des départements soient créés.

Le fondement des règlements de notre organisation est le statut du Parti. Un des principes soulignés par le statut est le centralisme démocratique. Malheureusement, durant ces deux dernières années, nous ne sommes pas tout à fait parvenus à établir le principe à l'intérieur du Parti.

D'une part, le non-respect de l'ordre et d'autre part l'emploi de mesures autoritaires, voire dictatoriales, ont fait du tort au Parti. Certains responsables du Parti pensent que la carence d'organisation est la conséquence de la démocratie. Cette croyance est erronée. Nous sommes des démocrates et nous sommes fiers de la démocratie instaurée dans notre Parti et au Kurdistan d'Iran. Mais il ne faut pas oublier que tout en ayant enseigné la démocratie aux cadres, aux membres du Parti et à la population kurde, nous n'avons pas pu leur apprendre les règles et les lois de la démocratie. Ainsi on confond souvent démocratie et désordre. Alors qu'un vrai démocrate, est quelqu'un de discipliné, qui évite le désordre.

La démocratie doit dominer dans les décisions. Celles-ci doivent être prises par les groupes, après des discussions analytiques. Au cas où la réunion ne serait pas possible, il doit y avoir au moins consultation. Mais une fois les décisions prises, tout le monde est contraint de les exécuter. La discipline est de rigueur. Ainsi, les décisions sont prises démocratiquement et ensuite elles sont exécutées sans broncher. Sans démocratie, un parti révolutionnaire ne peut être le parti des masses populaires. Sans discipline, il perdra de son efficacité. Ce que nous venons d'exposer, est le travail d'un des organes du Parti. Il est évident que les organes inférieurs du Parti doivent exécuter les ordres des organes supérieurs. Dans le cas contraire, on ne respecterait pas la discipline et on s'opposerait aux statuts internes du Parti et au principe du centralisme démocratique. Dans les conditions actuelles, l'insuffisance des cadres pose moins de problèmes qu'à l'époque du Vème Congrès. Selon les statistiques, environ 1000 cadres sont dans le Parti, sans compter les

Peshmergas. A l'heure actuelle, la qualité des cadres a beaucoup d'importance pour le Parti. Nous avons divisé et classifié les cadres. Mais cette répartition n'est pas encore bien définie. Parfois les cadres qui n'ont pas la compétence politique requise accèdent à un rang plus élevé du Parti à cause de leur formation spécialisée. Nous essayons de définir avec précision les critères pour élire des cadres supérieurs, c'est-à-dire les membres du Comité Central et les responsables des Comités de Province. Il faut en tenir compte lors des élections des membres du Comité Central du VIème Congrès, des responsables et des cadres futurs :

1. croire en la démocratie et se comporter démocratiquement
2. être au courant de la politique du Parti et de ses activités, être prêt à accepter une formation pour améliorer ses connaissances politiques et théoriques
3. être un bon gestionnaire, disponible et confiant, capable de prendre des décisions en cas de nécessité

4. être courageux, aussi bien sur le plan politique que sur le plan personnel
5. être prêt à toutes sortes de sacrifices pour les objectifs du Parti et exécuter toutes les tâches indiquées par le Parti
6. avoir un passé net dans le Parti, ne pas avoir fait preuve de faiblesses significatives
7. être calme, ne pas perdre facilement son sang-froid, toujours garder ses esprits dans les moments difficiles
8. se sentir responsable, être actif et éviter toute démarche solitaire. Avoir l'esprit de coopération et aspirer à la gestion collective
9. être soucieux des biens du Parti
10. avoir une bonne réputation, ne pas avoir de faiblesses morales qui puisse nuire à la réputation du Parti.

Si nous choisissons les cadres en fonction des critères mentionnés ci-dessus plutôt qu'en fonction de liens familiaux ou d'amitié, nous améliorerons la qualité de nos cadres. Certes, il est difficile de réunir toutes ces qualités en

une seule personne, mais, si une ou deux de ces qualités font défaut, nous croyons pouvoir obtenir une certaine amélioration dans la direction du Parti. Et sans vouloir dévaloriser les autres qualités, actuellement, les deux plus importantes sont, d'une part, la croyance en la démocratie et, d'autre part, le sacrifice pour les objectifs du Parti et pour l'exécution des tâches indiquées par le Parti.

Un vrai démocrate acquerra facilement les autres qualités avec un peu de bonne volonté. Après mûre réflexion nous sommes arrivés à la conclusion que, dans les circonstances actuelles, la formation des cadres est notre préoccupation principale. Et, si nous arrivions à former 1000 cadres possédant les dits critères, nous aurons réussi en matière d'organisation. La formation de cadres nécessite des cours pratiques, permanents, bien structurés, des ouvrages théoriques pour les guider. Durant les deux dernières années, nous ne sommes pas arrivés à donner suffisamment de cours, ni à publier d'ouvrages théoriques. Ce qui a pu être fait ne correspond pas aux exigences actuelles du Parti.

Dans les trois régions, libres, semi-libres et dominées, nous devons établir des programmes précis d'organisation correspondant aux besoins de chacune. Nous avons obtenu quelques résultats positifs dans ce domaine. Mais, le programme proposé n'a pas été complètement suivi et nous n'avons pas encore pu nous organiser conformément aux exigences du mouvement dans les régions dominées.

Il est évident que les cadres doivent se mêler aux forces armées des Peshmergas et suivre leurs mouvements dans les régions dominées ou semi-libres. Dans ces régions, chaque cadre du Parti se comportera en responsable politique et en Peshmerga.

L'amélioration de l'organisation du Parti, en choisissant mieux les cadres, en les formant théoriquement et pratiquement est dorénavant notre souci principal.

Un des problèmes fondamentaux de la société kurde, c'est l'insuffisance de la participation féminine aux activités socio-politiques, compte

tenu de ce que les femmes représentent la moitié de la population. Durant ces dernières années, les femmes ont courageusement participé à la lutte de notre peuple. Elles se sont sacrifiées et ont aidé les membres du Parti, surtout les Peshmergas. Malgré le fait que dans le programme du Parti, les femmes et les hommes aient des droits égaux et que, comme nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, le niveau de développement d'un mouvement dépend du taux de participation des femmes, nous n'avons pas réussi à attirer suffisamment les femmes vers les activités du Parti. La raison principale en est le sous-développement général de la société, ensuite le fanatisme absurde de certains responsables du Parti et finalement la réticence des femmes elles-mêmes.

Il faut donc que le VIème Congrès exige du Comité Central un effort certain dans ce sens, à savoir, supprimer graduellement les barrières empêchant les femmes kurdes d'accéder aux activités politiques, leur permettant ainsi de participer activement au mouvement national-démocratique du peuple kurde. En outre, ce serait un

pas en avant dans la lutte légitime de notre Parti.

Il faut ajouter que le Vème Congrès avait insisté sur l'importance et la nécessité d'attirer davantage de jeunes. Nous avons enregistré quelques résultats dans ce domaine. Mais nous n'avons pas réussi à trouver le fond et la forme de nos activités parmi les jeunes. Nous pensons que le VIème Congrès doit se préoccuper davantage de la question des jeunes et demander à la nouvelle direction du Parti de faire de son mieux pour attirer les jeunes dans les rangs du Parti. Celui-ci doit préparer les structures politiques et s'organiser en vue de l'activité de l'Union des Jeunes Démocrates du Kurdistan.

B) Les activités de propagande

Chers Camarades !

L'appareil de propagande de notre Parti a trois tâches primordiales :

- faire connaître les idées, le programme, la politique et les décisions du Parti pour éclair-

rer les masses populaires. Le programme et la politique du Parti prennent forme lorsque les gens les comprennent et les considèrent comme leur propre programme et leur propre politique. En général, nous avons réussi dans ce domaine et les masses populaires du Kurdistan comprennent et soutiennent la politique de notre Parti.

- Nous devons faire connaître au peuple kurde et aux autres peuples iraniens la réalité de la situation, tant au Kurdistan que dans tout l'Iran. Le peuple kurde et les peuples d'Iran ont confiance en notre Parti et savent qu'il ne leur dit que la vérité. Nous avons donc une lourde responsabilité en matière d'analyse et d'explication de la situation du pays. Malheureusement nos possibilités dans ce domaine sont limitées. Nous avons des difficultés à émettre dans les autres régions d'Iran. Le régime de Khomeiny, stupéfait de notre franchise et de notre méthode de propagande, qui consiste à dévoiler la vérité, s'efforce de brouiller les ondes radios de "la voix du Kurdistan".



- Notre appareil de propagande doit lutter contre la propagande mensongère, démagogique et hypocrite de l'ennemi. Comme nous l'avons déjà signalé, l'ennemi, par une information erronée, essaie de démoraliser la population kurde et les Peshmergas. Nous nous efforçons donc de dénoncer ces informations et la politique impopulaire de la "mollarchie" et de neutraliser les effets néfastes provoqués par l'appareil de propagande du régime.

Pour nous faire entendre, nous utilisons surtout la radio "la voix du Kurdistan". Celle-ci demeure notre meilleur et plus puissant moyen de propagande. Durant les deux dernières années, nous avons été obligés de changer deux fois l'emplacement de la station en raison des attaques gouvernementales. Néanmoins, les programmes n'ont été interrompus que pendant une seule journée. Le reste du temps, ils furent diffusés normalement. Le fait que tous les jours, des millions de Kurdes attendent l'heure du programme et l'écoutent, malgré les menaces des Pasdaran, est un honneur pour nous. Il augmente ainsi le pres-

tige du Parti et des responsables de la radio. Ceux-ci ont fort bien accompli leur tâche malgré les conditions particulièrement difficiles. L'an dernier, "la voix du Kurdistan" a joué un rôle important quant à la diffusion de la politique de notre Parti parmi les masses populaires. Cependant, il faut essayer d'améliorer le contenu des programmes et surtout d'étendre le champ d'écoute. Il y a quelque temps, les programmes en langue azerbaïdjanaise ont été supprimés et la durée des programmes en langue persane diminuée. Nous devons remédier à ce défaut le plus rapidement possible. A l'heure actuelle, le mouvement national-démocratique est en train de resusciter en Azerbaïdjan et d'autres peuples d'Iran écoutent "la voix du Kurdistan". D'où l'utilité de diffuser en langue azerbaïdjanaise et d'augmenter la durée du programme en langue persane. Malgré un succès relatif, la presse de notre Parti ne répond pas aux besoins de la situation actuelle. La publication du journal "Kurdistan", organe du Parti, plus ou moins régulière jusqu'à l'année dernière, a sérieusement décliné cette

année. Parfois, il n'a pas été publié à cause de conditions particulières. D'une part pour des raisons techniques (nous ne possédons pas les machines d'imprimerie) et d'autre part, par manque de rédacteurs. C'est donc un problème qu'il ne faut pas négliger et dont le Comité Central doit se préoccuper. La radio et la presse jouent un rôle important dans notre propagande. Mais jamais elles ne remplaceront la propagande directe, c'est-à-dire le contact direct de nos membres et de nos cadres avec le peuple. Un cadre du Parti, lors d'un discours dans un village, peut mieux expliquer la politique du Parti et répondre aux questions éventuelles de la population. Ensuite il peut rapporter son avis, ses propositions et ses critiques vis à vis du Parti. C'est le devoir de chaque cadre du Parti d'engager le dialogue avec le peuple, d'écouter ses revendications, de répondre patiemment à ses questions et de rapporter ses précieux avis aux organes les plus élevés du Parti. Malheureusement, quelques-uns de nos cadres s'adressent au gens uniquement lorsqu'ils ont besoin de leur aide financière ou autre.

Non seulement, la politique de notre Parti est juste et bien fondée, mais encore elle attire les masses populaires. C'est la tâche de notre appareil de propagande de bien diffuser cette politique parmi le peuple. Le futur Comité Central doit reconnaître l'importance de la propagande et essayer de trouver des remèdes aux défauts du passé.

C) Les revenus et les dépenses du Parti

Chers Camarades !

Le rapport du Comité Central du Vème Congrès avait insisté sur un point fondamental concernant l'amélioration des finances du Parti. Il s'agit de l'auto-suffisance financière. Ce rapport exprimait clairement que non seulement les Comités de province devraient atteindre l'auto-suffisance financière dès le printemps 1982, mais aussi, ils devraient verser 20 % de leurs revenus au Comité Central. Malheureusement la situation n'a pas beaucoup évolué. Très peu de Comités ont atteint l'auto-suffisance. Et, sauf rare exception, aucun n'a pu aider le Comité Central financièrement.

La fonction des responsables financiers de notre Parti soit au niveau du Comité Central, soit dans les Comités régionaux, est la comptabilité. Dans ce domaine, un travail considérable a été effectué. Les comptables des Comités de province ont tous suivi des stages de comptabilité. Mais, à notre avis, la fonction de la Commission des finances et des responsables financiers ne se résume pas seulement à obtenir des fonds et à tenir la comptabilité. Il consiste aussi à essayer d'obtenir des revenus pour le Parti, de contrôler les revenus et les dépenses à tous les échelons du Parti, d'éviter les dépenses inutiles et de dénoncer les personnes qui dilapident les revenus du Parti. Durant ces deux dernières années, quelques millions de biens financiers du Parti ont été gaspillés. Certains de nos responsables financiers gaspillent avec insouciance les biens du Parti sans se soucier de l'avenir du Parti. Avant le Vème Congrès, quelques comités de province refusaient de payer l'aide financière aux familles des martyrs, sous prétexte qu'ils n'avaient pas assez d'argent. Le Comité Central a

donc décidé de subventionner directement l'aide particulière aux familles. Bien que la Commission des Affaires Sociales ait fait beaucoup d'efforts ces derniers temps pour que les familles des martyrs reçoivent régulièrement leurs subventions, il est arrivé parfois que quelques comités de province aient reçu les dites subventions et qu'ils ne les aient pas versées aux familles concernées. Il nous semble qu'une telle attitude dépasse les limites de la négligence. Les responsables financiers qui dépensent à d'autres fins les subventions dues aux familles des martyrs doivent être sanctionnés. Il faudrait que la fonction des responsables financiers fasse l'objet d'un nouvel examen afin de pouvoir mieux contrôler les revenus et les dépenses du Parti, et pour arriver à déterminer les tâches du secteur financier à l'avenir. Nous demandons au Comité Central d'examiner sérieusement ce problème et de trouver les solutions nécessaires. L'objectif principal de la future commission financière doit être : "l'auto-suffisance financière pour tous les comités de province". Il

est donc nécessaire d'envisager un programme bien structuré pour faciliter l'organisation des finances. Il faut définir précisément les responsabilités et les pouvoirs de tous les organes du Parti, et instaurer un système d'examen financier systématique de tous les organes du Parti. Pour mieux gérer le budget, on confiera la charge du ravitaillement aux commissions financières.

D) Les activités sociales

Les activités sociales continuent uniquement dans la région libérée. Elles sont plus limitées dans la région semi-libre. Et épisodiques dans les régions dominées par le régime gouvernemental. En effet, les habitants de ces régions, qui ne font pas confiance à l'appareil administratif de l'Etat, contactent le Parti.

L'importance des activités sociales dans les conditions actuelles est considérable. Les régions actuellement occupées avaient connu auparavant quelques réussites sur le plan social. Et les travailleurs doivent sentir que le Parti Démocratique et ses Peshmergas continuent à dé-

fendre leurs intérêts.

Malgré toutes les difficultés, le secteur social du Parti continue à administrer les hôpitaux "Enghelab" et "25 Mordad" toujours fréquentés par les habitants et les Peshmergas. Durant ces deux dernières années, quelques auxiliaires médicaux ont été formés dans ces hôpitaux et certains d'entre eux travaillent dans les dispensaires du Parti, tandis que d'autres travaillent parmi les Peshmergas. On a ouvert un nouveau dispensaire dans la région de Saghez. Mais il nécessite une aide soutenue pour pouvoir devenir un hôpital régulier. Durant les deux dernières années, 48 974 malades ont fréquenté les hôpitaux et les dispensaires et 1 774 interventions chirurgicales ont été pratiquées.

Le groupe envoyé par l'organisation médicale française (AMI) continue ses activités médicales à l'hôpital Enghelab. Une autre organisation française "Médecins du Monde" nous a informé qu'elle était prête à établir un hôpital modèle si un lieu convenable lui était attribué. L'organisation des Mujahedin du peuple nous a apporté

une aide médicale précieuse pendant ces deux dernières années. Notons ici l'hôpital Kousk Dareh, bien organisé et administré par le personnel médical des Mujahedin. De nombreux Peshmergas amputés ont reçu des prothèses et continuent à en recevoir. C'est une joie de constater que quelques uns de nos jeunes talents ont appris à fabriquer des pieds et des jambes artificiels. A part cela, la commission sociale a envoyé beaucoup de Peshmergas, de cadres et de membres du Parti recevoir des soins à l'étranger. Notamment 10 Peshmergas qui, grièvement blessés, ont été envoyés en France pour y subir des opérations chirurgicales complexes. Grâce aussi aux organisations humanitaires et à la coopération du secteur des relations extérieures du Parti, nous essayons d'importer des médicaments et d'autres fournitures nécessaires pour les hôpitaux et les dispensaires. Dernièrement, des vêtements ont été envoyés et distribués aux familles sans abri.

Le secteur judiciaire continue de fonctionner dans les régions libres. Durant les deux dernières années, le déplacement des prisonniers,

L'ouverture de la prison centrale n° 1 ont constitué les actions positives du secteur social. Pour le moment cette prison est bien administrée. Au cours des deux dernières années des centaines de prisonniers ont été libérés pour différents motifs selon la décision du Comité Central. En général, notre Parti traite les prisonniers de façon très humanitaire. Christian Rostoker, le Secrétaire Général de la Fédération des Droits de l'Homme, lors d'un voyage au Kurdistan l'été dernier a visité la prison n° 1. Il a pu constater le traitement humanitaire réservé aux prisonniers. Son rapport a été diffusé au niveau international. Le secteur de l'Education administrait 250 écoles primaires avec 8000 écoliers, avant l'offensive du régime de cette année. Les enseignants révolutionnaires étaient et sont toujours prêts à enseigner pour un salaire dérisoire et dans des conditions difficiles de lutte. Au cours des deux années précédentes, un manuel d'école primaire (1ère année) a été publié par le secteur de l'éducation, pour la première fois au Kurdistan. Après le succès remporté par cette première publication, deux autres ouvrages (2ème

et 3ème année) ont été publiés. Deux autres encore sont en cours de publication. Dans les villages des régions libérées les Conseils continuent à s'occuper des affaires sociales. Les Conseils élus sont toujours en place dans les régions semi-libres et même dans quelques villages des régions occupées. Sans doute le soutien et le renforcement des Conseils élus par le peuple, par le Parti, et en particulier, par les Peshmergas sont indispensables. Ces Conseils gênent la République Islamique et constituent des bases sur lesquelles notre Parti pourra s'appuyer.

Les autres réalisations du secteur social concernent l'élargissement du secteur artistique, en particulier le théâtre, le cinéma et la musique. Quelques résultats ont été obtenus : la mise en scène de plusieurs pièces de théâtre local, des programmes musicaux dans les villages réalisés par des groupes de théâtre et de musique, des groupes de "l'Union des Jeunes", et la présentation de quelques courts-métrages sur le Kurdistan ont eu un bon effet sur la population locale. Alors que la direction de notre Parti prête une attention particulière à l'art et aux artistes,

Le régime de Khomeiny est devenu l'ennemi juré de tout ce qui relève de la culture et de l'art. Il donc indispensable que nous prêtions encore beaucoup plus d'attention au secteur artistique. Ce secteur mérite d'avoir un programme bien structuré et de disposer de moyens et de possibilités de plus en plus étendus.

E) Les activités des Peshmergas

Pour combattre le régime de Khomeiny, le peuple kurde a opté pour la lutte armée. Il serait souhaitable que notre Parti consacre certaines de ses activités à l'amélioration, au renforcement qualitatif et quantitatif de ses unités de Peshmergas, et qu'il soit à leur entière disposition. Pendant ces deux dernières années, bien que le régime ait réussi à prendre le contrôle des routes principales et de quelques régions jusqu'alors libres, la qualité des Peshmergas s'est renforcée et leurs effectifs ont augmenté. Aujourd'hui nous constatons que les Peshmergas du P.D.K.I. combattent mieux qu'il y a deux ans. Cela n'est pas seulement dû à leur courage et à leur héroïsme. Cela est dû aussi à l'expérience pratique qu'ils



ont acquise. Ils connaissent mieux les ruses ennemies ainsi que l'art et les tactiques de la guerre. On peut donc dire que la puissance de combat des Peshmergas a augmenté depuis deux ans. Durant deux ans, des centaines de nos valeureux Peshmergas sont tombés au champ d'honneur. Nous avons perdu en particulier quelques commandants en chef et des dizaines de chefs de bataillon et d'unité. Nous sommes fiers de pouvoir constater que les Peshmergas du P.D.K.I. ont su résister aux armées de Khomeiny. Des centaines d'actions militaires menées avec succès montrent bien l'efficacité et la compétence militaires des Peshmergas, ainsi que leur courage et leur bravoure. Voici quelques chiffres illustrant le bilan des actions menées par les Peshmergas : de mars 1982 à décembre 1983, 735 Peshmergas ont été tués et 554 autres blessés. Ainsi, depuis le début de la guerre jusqu'à présent, le nombre des martyrs, Peshmergas et cadres du Parti, atteint le nombre de 1929. Evidemment pendant les cinq années de guerre, le nombre des martyrs innocents des villes et des villages du Kurdistan a fortement augmenté et a atteint le nombre approximatif de

25.000.

Le sacrifice et le courage des Peshmergas a permis de remporter des victoires sans précédent. De mars 1982 à la fin de décembre 1983, c'est-à-dire en 21 mois, 18 820 soldats des forces de Khomeiny ont été tués au Kurdistan. C'est-à-dire que pour chaque Peshmerga martyr, 25 soldats ennemis ont été tués. Ainsi, encore une fois, il ne faut pas prendre à la légère l'avertissement donné par notre Parti, à savoir que les Peshmergas feront du Kurdistan le cimetière des ennemis du peuple Kurde. Dans la même période, 978 soldats des forces de Khomeiny ont été capturés, 8 hélicoptères ont été abattus, 594 véhicules incendiés, 95 autres saisis sans être endommagés. Les Peshmergas ont en outre saisi 2 594 fusils, dont 1 614 les neuf derniers mois, 97 R.P.G., 112 appareils de transmission radio, 654 528 pièces de munition. Ainsi donc, durant les deux dernières années, les Peshmergas ont mené une guerre dure et héroïque ; ils se sont sacrifiés et ont remporté de grandes victoires.

En ce qui concerne les Peshmergas, quelques

points positifs ont été marqués. La Commission des Peshmergas a commencé à fonctionner il y a presque un an. Un règlement concernant les Peshmergas a été préparé qui devra être exécuté par l'ensemble des forces dès son approbation définitive. Les Peshmergas ne manquent pas d'armes ni de munitions, de vêtements ou de chaussures. Leur subvention mensuelle qui a augmenté depuis cet été est payée régulièrement, sauf négligence de la part de certains comités de province. Une des actions les plus positives de la commission des Peshmergas, est la réouverture de l'école politico-militaire. Cette école fonctionne régulièrement depuis un an. Son programme comporte : la préparation des nouveaux Peshmergas à l'entrée dans les forces armées, l'enseignement administratif et la formation des commandants en chef. Durant cette année, 497 personnes ont réussi à terminer le programme, 464 d'entre elles ont terminé le cours préparatoire et 33 ont eu une formation administrative ou supérieure. Nous sommes fiers que cette école ait non seulement formé des Peshmergas du Parti, mais encore des enseignants pour les écoles révolutionnaires

et même des militants d'autres organisations révolutionnaires iraniennes. Il existe aussi un programme d'alphabétisation. Un Peshmerga qui a terminé le programme de l'école a eu 23 heures de formation politique, 132 heures de formation théorique, militaire, et 40 heures de formation pratique militaire.

Il serait souhaitable à l'avenir que les futurs Peshmergas terminent cette formation avant de porter les armes, comme cela s'est fait l'an dernier, et que le secteur de la formation administrative et supérieure soit plus développé. Nous devons donner plus d'importance à cette école, qui est une des réalisations notoires du Parti en matière de formation des Peshmergas et des dirigeants militaires. Mais il faut noter certains points négatifs concernant les Peshmergas : la faiblesse du commandement est le plus important. Certains commandants très compétents et efficaces sont morts martyrs, mais cela n'est pas la seule raison qui explique la faiblesse du commandement des Peshmergas. Mis à part ce que nous avons mentionné dans la rubrique des cadres, la connaissance de l'art et des tactiques de la

guerre est un critère aussi important. Ainsi, nous avons lutté contre deux opinions divergentes au sein du Parti. Premièrement la non-reconnaissance de l'importance de l'art et de la tactique de la guerre, de nos propres expériences ou de celles des autres. Celle-ci est l'opinion des anciens Peshmergas. Il est arrivé plusieurs fois que l'un d'entre eux, chef de division, devienne commandant en chef, pour avoir fait preuve de courage et d'expérience et juge utile d'apprendre la tactique de la guerre et les techniques administratives. Deuxièmement, ne pas reconnaître l'importance de l'expérience des Peshmergas. Certains pensent que seules la théorie, la tactique de la guerre et les techniques administratives sont valables. Ils ne sont pas capables de faire la différence entre la guerre rangée et la guérilla. Bien que ces deux opinions tendent à disparaître, on les sent toujours présentes. Il faudrait qu'elles disparaissent totalement. Il faut cependant souligner que le Peshmerga n'est pas un soldat sans foi ni loi. Il lutte volontairement et combat pour un idéal sacré. Mais il n'en est pas pour autant indisci-

pliné. Au contraire parmi les engagés volontaires, la discipline est souvent plus stricte et mieux respectée.

Dans certaines unités, si le commandant n'est pas présent aux premières lignes du front, il est considéré comme incompetent. En effet, auparavant, beaucoup de nos commandants sont morts martyrs pour avoir participé directement au combat. Le devoir du commandant est de planifier et de faire exécuter les actions militaires. L'efficacité et le mérite des cadres et commandants représentent une grande valeur pour le Parti. Pourquoi risquer leurs vies aussi facilement ?

L'absence d'un commandant ou d'un conseil de commandement affaiblit la force des Peshmergas toute entière. Le futur Comité Central doit en tenir compte. Le manque de discipline est un problème majeur dans les rangs des Peshmergas. Bien que dans l'ensemble la situation se soit améliorée, le manque de discipline est tel dans certaines unités que cela a porté des coups durs aux Peshmergas. Le Congrès doit exiger que le futur Comité Central prenne une position ferme à cet égard.

Lorsqu'un règlement en matière de discipline sera adopté, il devra être appliqué à tous les Peshmergas quel que soit leur rang et leur position.

C'est un fait établi depuis longtemps, le butin de guerre revient au commandant, qui décide de son partage. Normalement, 20 % de ce butin revient au Parti. Mais jusqu'à présent, seulement une ou deux unités se sont tenues à ce principe. Les autres semblent l'avoir oublié.

Une autre faiblesse des Peshmergas est l'importance excessive qu'ils donnent à la région dont ils font partie. Ainsi, si la direction du Parti demande à une unité d'envoyer des Peshmergas au bureau politique ou dans une autre région, le Comité provincial ou le commandant de l'unité trouve toujours un prétexte pour refuser. Et s'ils y consentent, ils ne le font que de mauvais gré et tardivement. Malheureusement, ce manque d'attention a déjà provoqué d'importants dégâts. L'absence des Peshmergas en lieu et en temps voulus a facilité l'avance de l'ennemi.

A l'avenir, puisque nous avons choisi la lutte partisane, cette attitude doit disparaître. Les Peshmergas doivent être plus rapides et plus efficaces. Ils doivent pouvoir se rendre d'un endroit à un autre dans les plus brefs délais. Un Peshmerga, quelle que soit sa région d'origine, est avant tout un Peshmerga du Kurdistan et doit accepter n'importe quelle mission sans tenir compte du lieu où elle se déroule. Le ravitaillement des Peshmergas est aussi un problème. Il y a des munitions, mais souvent elles ne parviennent que très lentement aux intéressés. Il est déjà arrivé qu'un Peshmerga reste 24 heures sans manger. Il serait bon de confier la gestion et la distribution du ravitaillement à une unité particulière de Peshmergas. Le futur Comité Central doit étudier cette question avec précision. Actuellement, il n'y a pas que les Peshmergas qui participent à la lutte armée de notre Parti contre le régime de Khomeiny. Des milliers de nos compatriotes venus des villages du Kurdistan ont pris les armes et ont aidé les Peshmergas ; ils ont rejoint les rangs de "la force de ré-

sistance nationale". Celle-ci a participé à divers combats. Beaucoup de ses membres se sont sacrifiés et sont morts martyrs. Notre Parti a beaucoup d'estime pour la lutte des travailleurs du Kurdistan dans les rangs de la Force de Résistance Nationale. Nous devons l'aider dans l'ensemble du Kurdistan, voire dans les régions sous la domination. Il faut tout d'abord définir où se situe cette force dans la guerre du peuple kurde contre le régime de Khomeiny, comment elle est organisée, quelle formation ont reçu ses membres, quelles sont ses tâches. Le futur Comité Central doit prendre de sérieuses décisions à cet égard.

Le rapport entre l'activité politique et l'activité militaire du Parti pose à celui-ci un grave problème. En effet, la limite entre ces deux domaines est mal définie. Bien que les Commandants et les Peshmergas soient des membres du Parti, que le chef de division fasse partie du comité exécutif du comité provincial, parfois il n'y a aucune concordance entre l'activité politique du Parti et les affaires militaires. Notre Parti qui a beaucoup d'estime et de respect pour les

Peshmergas ne permet cependant pas que ceux-ci soient dominés par le militarisme. Les Peshmergas doivent bien comprendre qu'ils sont les Peshmergas du P.D.K.I. et que leur comportement et leurs actions ne doivent pas dépasser le cadre des directives du Parti. Ils doivent bien comprendre que le guide du mouvement national-démocratique du peuple Kurde dont ils font partie intégrante c'est le Parti Démocratique du Kurdistan. De plus, les organisations et plus particulièrement les responsables du Parti doivent comprendre que dans les conditions actuelles, il est de leur devoir de participer à la lutte armée de notre peuple. Chaque membre du Parti est un Peshmerga qui doit rejoindre leurs forces quelles que soient les circonstances. Lorsque nos organisations et les cadres du Parti ne sont pas sur le champ de bataille, ils doivent rester auprès des Peshmergas et les aider en leur faisant parvenir le ravitaillement et les munitions.

Le Parti Démocratique, ainsi que ses membres, ses cadres et ses Peshmergas constitue un parti unique. Il n'est pas divisé en deux ou trois

départements. La politique et l'organisation des Peshmergas sont inséparables.

D) Les relations extérieures

Durant les deux dernières années, nous avons progressé dans le domaine qui est de faire connaître la vie et la lutte du peuple kurde et de notre Parti. Nous avons aussi réussi à maintenir et à développer nos relations déjà existantes. Le P.D.K.I. a essayé d'établir des relations avec toutes les organisations politiques progressistes, les syndicats ouvriers et les associations défendant les droits de l'homme et aussi avec quelques gouvernements pour attirer leur attention sur le mouvement national-démocratique du Kurdistan. Notre Parti maintient des relations amicales avec des dizaines d'organisations politiques. Par contre, peu de gouvernements sont réguliers dans leurs relations avec nous. La plupart ont gardé des relations commerciales avec le régime de Khomeiny. Et, guidés par leurs intérêts particuliers, ils refusent de négocier, lors de rencontres avec des représentants de notre Parti. Ceci est une

réaction tout à fait naturelle. C'est ce qui est malheureusement courant dans les relations extérieures de tous les pays du monde. L'aide des quelques gouvernements européens avec qui nous sommes en relation ne dépasse pas le cadre de l'aide humanitaire (envoyer des médicaments, recevoir des blessés et accorder des bourses scolaires).

Nos relations avec les partis socialistes, en particulier celui de la France, de la Grèce et des partis communistes de l'Europe de l'Ouest se développent de jour en jour. La participation des représentants de notre Parti au congrès du Parti Communiste français en hiver 1981, au congrès du Parti Travailleiste anglais en automne 1983 et au congrès du Parti Socialiste français en novembre 1983 ainsi que l'invitation du Secrétaire général de notre Parti par le Parti Socialiste autrichien sont la preuve de cette évolution. Nous avons fait également des démarches pour coopérer avec l'Internationale Socialiste et nous escomptons un résultat positif. Il faut aussi mentionner l'intervention du Secrétaire Général du Parti au Congrès d'Amsterdam en no-

vembre 1983, à propos de la culture kurde et de la stratégie du mouvement national kurde. Nous avons aussi progressé dans le renforcement de nos relations avec les partis communistes des pays socialistes. Les changements qui se sont produits dans notre pays ces deux dernières années, montrent clairement la justesse de la politique menée par notre Parti. L'analyse que nous avons faite du régime de Khomeiny, considéré comme impopulaire et pro-américain, s'est avérée exacte et renforce nos relations avec les pays socialistes. Ainsi, nous espérons qu'à l'avenir les relations d'amitié se développent entre notre Parti et les pays socialistes.

L'ouverture officielle d'un bureau du Parti à Paris constitue une grande victoire. Nous sommes heureux d'être la première organisation politique iranienne et kurde à pouvoir établir un bureau officiel en Europe. Cela prouve que l'opinion publique prend en considération la lutte que mènent notre peuple et le P.D.K.I. en tant que Parti à la fois fort et responsable.

Depuis qu'il fonctionne, notre bureau a établi

des relations constantes avec beaucoup d'organisations politiques et humanitaires internationales, avec la presse, la radio, la télévision, des personnalités politiques et les autorités gouvernementales. Par exemple, le message du Secrétaire Général du Parti décrivant la situation au Kurdistan, la demande de soutien politique et d'aide financière faite à la population mondiale ont été envoyés à 480 organisations, personnalités politiques, journalistes, autorités gouvernementales et organisations internationales ainsi qu'à 42 gouvernements. Suite à ce message du P.D.K.I. des réunions, des manifestations de soutien à la lutte du peuple kurde ont eu lieu.

Quelques interviews ont été présentées à la radio et à la télévision. Les soirées de soutien à la résistance du peuple kurde organisées dans diverses capitales européennes et américaines ont été réussies. Des représentants de notre Parti étaient présents et ont pris la parole dans la plupart de ces rassemblements. Cette campagne pour une connaissance meilleure et plus profonde du mouvement national et démocratique du peuple



kurde et de notre Parti a connu un succès sans précédent.

A la demande de notre Parti, quelques organisations politiques françaises et quelques associations liées au gouvernement français d'une façon semi-officielle ont accepté de faire une campagne de propagande pour attirer l'attention de l'opinion publique et essayer de rassembler des fonds pour le Kurdistan, dès le printemps 1984. Notre participation à la "fête de l'Humanité", organisée par le Parti Communiste français, en septembre 1983, à Paris, nous a permis de faire connaître notre Parti et surtout la lutte menée par le peuple kurde. Grâce à notre bureau de Paris, nous pouvons donner et diffuser les nouvelles venant du Kurdistan, en particulier concernant les combats qui s'y déroulent. La nouvelle de chaque victoire a pu être annoncée dès le lendemain de celle-ci dans plusieurs pays.

Nous sommes certains que le bureau du Parti a acquis beaucoup d'expérience et qu'il accomplira ses devoirs d'une manière plus organisée. L'organisation européenne du Parti a beaucoup

aidé le bureau de Paris. Nous espérons que l'entente entre celui-ci (qui dépend du Bureau Politique et qui est administré par un des membres de ce Bureau) et l'organisation du Parti en Europe augmentera de jour en jour.

Un Institut culturel et scientifique a été inauguré à Paris il y a plus d'un an. L'objectif de celui-ci est la **propagation** de la langue et de la culture de la nation kurde. Il y est parvenu. Nous sommes très heureux d'avoir participé à l'établissement de cet institut et de l'avoir aidé dans ses travaux.

Selon le rapport du Vème Congrès, le meilleur moyen pour gagner le respect et le soutien de l'opinion publique mondiale, c'est d'étendre les activités générales du Parti et de renforcer la lutte de nos valeureux Peshmergas à l'intérieur du pays. Mais nous devons faire connaître rapidement et avec exactitude à l'étranger, l'existence de cette lutte. Nous devons essayer de sensibiliser les peuples du monde entier à la vérité des événements qui se passent au Kurdistan.

4. La politique du Parti entre deux Congrès

En général, nous avons suivi avec exactitude les grandes lignes choisies lors du Vème Congrès et nous croyons que les lignes générales politiques doivent toujours être maintenues après le VIème Congrès. Cette politique consiste essentiellement à réaliser l'objectif stratégique du Parti à savoir "la démocratie en Iran et l'autonomie pour le Kurdistan".

Dans le cadre de cet objectif stratégique et suite à des analyses précises, notre parti a conclu lors du Vème Congrès qu'aucune des revendications fondamentales du peuple kurde n'est réalisable dans le système de la République Islamique. Donc, le renversement de ce régime et son remplacement par un régime démocratique est indispensable. Le régime de Khomeiny, dictatorial et despotique, ne sera renversé que par la force, c'est-à-dire la lutte armée. Ce n'est pas nous qui avons choisi cette forme de lutte, elle nous a été imposée par le régime de Khomeiny. Mais ce n'est pas l'unique moyen de lutte pour le renversement du régime. Il faut l'inté-

grer à toutes les autres formes de lutte. En outre la lutte armée doit s'étendre aux villes et aux villages. Nous sommes très heureux d'apprendre que certains de nos alliés ont, bien qu'un peu tardivement, confirmé notre opinion, et nous souhaitons que la lutte armée se propage dans tout l'Iran.

Actuellement le P.D.K. d'Iran constitue la plus grande force armée faisant obstacle au régime de Khomeiny.

Grâce à sa politique précise, bien fondée et souple, l'impact de notre Parti au Kurdistan est très fort, et une grande partie des peuples d'Iran lui sont favorables.

Cependant, en tant que Parti réaliste et responsable, nous croyons que pour renverser le régime actuel et établir la démocratie en Iran, nous avons besoin de l'accord et de la coopération des forces progressistes et révolutionnaires iraniennes. Nous avons donc établi des relations amicales avec l'organisation des Mojahedin du peuple, la plus grande force politique de tout l'Iran. Durant les trois dernières années de

collaboration nous avons acquis une meilleure connaissance mutuelle de nos objectifs et de nos moyens d'action. Nous croyons que le P.D.K.I. et l'organisation des Mojahedin sont d'accord sur le mode de renversement du régime, pour l'établissement de la démocratie, pour l'octroi de libertés démocratiques, pour accorder l'autonomie au Kurdistan et sur beaucoup d'autres questions. Ainsi l'entente et la collaboration entre ces deux organisations révolutionnaires doivent être préservées.

Des divergences d'opinion sont apparues dans le Conseil National de la Résistance, entre le P.D.K.I. et l'Organisation des Mojahedin sur quelques questions, notamment sur les moyens d'action. Mais ces petits problèmes ont été résolus grâce à la bonne volonté des uns et des autres et à leurs efforts de collaboration. De toute façon ces divergences d'opinion sont tout à fait naturelles compte tenu du fait que ces deux organisations sont différentes, que chacune a son propre passé et sa propre identité. L'important, c'est la collaboration réelle et la volonté de se connaître mieux. C'est alors que

Les obstacles qui nuisent à la collaboration disparaîtront. C'est ainsi, qu'il y a deux ans et demi, notre Parti est devenu membre du Conseil National de la Résistance. Nous y avons adhéré après que nos principales revendications, démocratie et autonomie, ont été acceptées. Durant l'hiver 1981, après deux mois de discussion, le Conseil National de la Résistance a signé trois documents. Le premier relatif à la période intermédiaire de 6 mois, c'est-à-dire celle du maintien du pouvoir par le Conseil jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante. Le deuxième relatif au statut intérieur du Conseil et le troisième exposant les devoirs fondamentaux du Conseil pour la période intermédiaire de 6 mois. Nous croyons que la signature de ces trois documents représente un progrès important et décisif dans la vie du Conseil. Les revendications fondamentales des peuples d'Iran ont été formulées dans le document n° 3. Et nous croyons que toute organisation iranienne progressiste et responsable, quelle que soit son idéologie, peut signer ces trois documents. Notre revendication principale, démocratie pour l'Iran et autonomie pour le

Kurdistan, est tout à fait respectée et formulée dans ces documents. L'article 3 de ce document formule ainsi un des devoirs du gouvernement provisoire : "Terminer la guerre impopulaire contre le Kurdistan en déclarant son autonomie dans le cadre du territoire iranien, et s'efforcer d'effacer les vestiges de cette guerre". La signature de ces documents a permis le rapprochement des membres du Conseil. Il faut que notre position soit claire pour tout le monde. Ainsi nous déclarons officiellement que, sauf en ce qui concerne ces trois documents, aucune obligation ne nous lie à aucune autre programme. En ce qui concerne le programme préliminaire du Conseil, proposé par l'organisation des Mojahedin, nous l'avons seulement accepté dans son ensemble mais nous n'avons pas d'obligation envers son texte et ses articles.

Depuis deux ans et demi qu'il existe, le Conseil s'est efforcé de présenter ses objectifs aux peuples d'Iran et d'attirer l'attention des personnalités et des organisations. Et ces efforts ont été positifs. Mais le Conseil doit faire face à certains problèmes. Tout d'abord, le Conseil a

été créé par l'alliance entre l'organisation des Mojahedin du peuple et Mr Bani Sadr, dans des circonstances particulières, en vue de remplacer le régime de Khomeiny dans un bref délai. Malgré quelques modifications après la signature des trois documents, les vestiges de cette alliance précoce demeurent toujours. Ensuite, les membres du Conseil ne se connaissaient pas et n'avaient jamais travaillé ensemble. En général, la collaboration entre différentes forces politiques est un phénomène très peu répandu en Iran. Mais une atmosphère démocratique et le fait qu'une idéologie particulière ne soit pas imposée au sein du Conseil simplifieraient ces problèmes. Un autre fait important : il faut déterminer clairement la nature du Conseil. Ce n'est ni un front ni un parlement. C'est une alternative et il doit être considéré en tant que tel. Il faut que le Conseil ait une identité propre. Il doit prouver qu'il représente toutes les organisations et les personnalités qui en sont membres, qu'il n'appartient à aucune organisation particulière. De plus, il doit représenter les millions d'Iraniens qui revendiquent le renver-

sement du régime de Khomeiny et son remplacement par un régime démocratique.

Nous avons déjà mentionné et nous répétons encore une fois que le Conseil doit essayer d'attirer à lui d'autres couches de la société iranienne et surtout les couches moyennes urbaines qui représentent des millions d'individus. Ainsi, il faut laisser les portes ouvertes à tous les groupes et individus non monarchistes et également à ceux qui ne dépendent pas de l'impérialisme et qui luttent contre le régime de Khomeiny. Bien que le Conseil National de la Résistance ait quelque peu réussi à se faire connaître, lui et ses revendications, dans le monde entier, il lui reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. L'approbation en novembre dernier du projet d'autonomie reste sans doute une des actions majeures et efficaces. Le Parti Démocratique a proposé au Conseil de déterminer les clauses de cette autonomie. Cela pour deux raisons : premièrement, bien que le Conseil ait accepté et reconnu le principe du droit à l'autonomie pour le Kurdistan comme un principe sacré, chaque membre interprétait à sa manière

cette autonomie. Cela risquait d'entraîner des désaccords et même dans l'avenir de diviser le Conseil National. Deuxièmement, la vaste offensive du régime contre le peuple kurde et le fait que le Conseil n'ait pas les moyens militairement d'apporter une aide effective au mouvement national-démocratique du peuple kurde ont démontré la nécessité pour le Conseil de déclarer son soutien politique au mouvement. Ce soutien pouvait se manifester uniquement par la sanction du projet d'autonomie pour le Kurdistan. Le Conseil a sanctionné ce projet, après sept mois de discussions et de vifs débats. Il diffère un peu de ce que nous avons proposé mais son approbation représente une victoire historique pour le Conseil. On comprendra mieux l'importance de l'approbation de ce projet d'autonomie si l'on considère les mouvements qui composent le Conseil. Dans l'introduction de ce projet, il est mentionné que : en vue de l'obtention et du renforcement de la souveraineté populaire, de l'intégrité nationale, de l'unité et de l'intégrité nationale du pays, en vue de la lutte juste du peuple kurde pour obtenir la démocratie en Iran et l'auto-

nomie pour le Kurdistan et en vue de l'abolition de la double oppression du peuple kurde, le Conseil National de la Résistance adopte ce projet pour la réalisation de l'autonomie du Kurdistan.

Ainsi, l'organisation progressiste des Mojahedin du peuple et d'autres organisations et personnalités se sont réunies au sein du Conseil et ont clairement constaté que contrairement à ce que pensent les ennemis de la liberté et des droits des peuples, non seulement la sanction du projet d'autonomie n'occasionnera pas la division de l'Iran, mais encore, elle renforcera les fondements de l'unité du pays et persuadera les peuples d'Iran qu'il faut sauvegarder la liberté et l'indépendance à tout prix.

Certes, notre Parti a joué un rôle primordial quant à la proposition et à la défense du projet d'autonomie du Kurdistan. C'est donc un honneur pour nous de voir que la sanction de ce projet représente une grande victoire pour le P.D.K.I. En même temps, nous voulons mentionner le fait que les responsables de l'organisation des Mojahedin du peuple ont joué un rôle décisif

dans la procédure des discussions et des débats concernant le projet d'autonomie et nous leur en sommes très reconnaissants.

Le projet, qui comporte 12 articles, appartient au Conseil National de la Résistance et non à notre Parti. Cependant, les revendications fondamentales de notre Parti sont formulées dans ce projet. Si nous nous basons sur l'expérience du peuple kurde et des autres peuples, voici les revendications de base pour la réalisation de l'autonomie.

- Délimiter la région autonome du Kurdistan. Le régime monarchique rétrograde avait divisé le Kurdistan en 4 provinces. Dans le projet actuel, il est dit que "la région autonome du Kurdistan d'Iran comprend tout le Kurdistan d'Iran, c'est-à-dire pas seulement la province appelée "Kurdistan", qui en fait n'est qu'une des provinces peuplées de Kurdes en Iran ;
- La définition de l'étendue du pouvoir du gouvernement et des organes autonomes. Dans ce projet, les compétences du gouvernement central sont définies de façon logique : les af-

faibles étrangères, la sécurité territoriale de la République et la défense ; le système monétaire et les programmes économiques ayant une importance pour l'ensemble du pays.

L'article 10 du projet précise que les organes autonomes ne doivent pas intervenir dans les affaires du gouvernement central et vice-versa.

- La sécurité et l'ordre intérieur de la région autonome. La population kurde déteste les gendarmes et les gardiens importés car ils symbolisent l'oppression des régimes dictatoriaux et rétrogrades. La population du Kurdistan souhaite maintenir elle-même, à l'intérieur de la région autonome, l'ordre et la sécurité. Dans le projet actuel, il est dit que : "les organes autonomes sont chargés de maintenir l'ordre dans la région autonome", l'armée n'a pas à intervenir dans la région autonome pour maintenir l'ordre.
- La reconnaissance de la langue kurde comme langue officielle. Il y a longtemps que le peuple kurde essaie de faire reconnaître officiellement sa langue. Selon le projet, la langue kurde sera la langue officielle de

l'enseignement et de la correspondance à l'intérieur du Kurdistan. Le droit à l'enseignement en langue kurde sera officiellement reconnu durant toute la scolarité aux habitants de la région".

- Eliminer le sous-développement économique du Kurdistan. Nous avons précisé à plusieurs reprises que le Kurdistan est une région sous-développée dans un pays sous-développé. Le projet propose que "le gouvernement central consacre un plus grand pourcentage de ses revenus publics pour remédier au sous-développement du Kurdistan".

- L'octroi des libertés démocratiques. Notre Parti croit profondément à la démocratie et au maintien des libertés démocratiques. Ce n'est pas un hasard si la première partie de notre mot d'ordre comprend "la démocratie pour l'Iran". Le projet mentionne que "tous les droits et les libertés mentionnés dans la charte des Droits de l'Homme et dans les accords internationaux la concernant, la liberté d'opinion, d'expression, la liberté de la presse, de la formation et la liberté syndicale, les associations démocratiques, la liberté de choisir son travail et son domicile, la liberté religieuse seront garantis au Kurdistan."

Tous les habitants du Kurdistan, femmes et hommes, seront égaux en droits sociaux, économiques, politiques et culturels sans aucune discrimination de sexe, ethnique ou religieuse".

Nous avons mentionné que ce projet d'autonomie n'est pas celui de notre Parti mais c'est tout de même un des meilleurs projets jamais sanctionnés. C'est le droit légitime du P.D.K.I. de lutter pour l'exécution de son propre programme d'autonomie. Mais, il faut ajouter que la réalisation du projet du Conseil National de la Résistance permettra également la mise en oeuvre des revendications fondamentales du peuple kurde. Ainsi donc, les masses populaires kurdes soutiennent plus que jamais le Conseil National. Souhaitons que celui-ci diffuse ce projet d'autonomie du Kurdistan parmi les peuples d'Iran et que, s'il prend le pouvoir, il participera à la réalisation de ce projet avec notre Parti.

Chers Camarades !

Nos relations avec les organisations politiques de l'opposition basées au Kurdistan et qui y ont des activités sont fondées sur la collaboration. Certaines de ces organisations n'ont pas encore compris la réalité de la société kurde, ni le rôle dirigeant de notre Parti. De ce fait, leurs analyses sont erronées. Néanmoins, cela ne nous empêche pas de collaborer avec ces organisations. Car notre Parti croit profondément à la démocratie, à la coexistence démocratique et au pluralisme politique. Nous croyons que le Kurdistan doit montrer l'exemple de cette coexistence. Nous souhaitons que ces organisations puissent graduellement étudier plus profondément les réalités du Kurdistan, qu'elles acquièrent une meilleure connaissance de notre Parti en vue d'une meilleure collaboration. Parmi ces organisations, "Komala" est une organisation kurde. Nous croyons pouvoir collaborer avec Komala dans beaucoup de domaines. Nous avons pu jusqu'ici collaborer avec elle de façon bénéfique dans certains domaines. Mais malheureusement, ses dirigeants n'admettent

pas la réalité du Kurdistan, ils n'estiment pas à leur juste valeur le pouvoir et l'influence de leur parti et ceux du P.D.K.I. De plus, ils mènent une politique rigide, inadaptée à la situation du Kurdistan. Leurs relations avec le P.D.K.I. sont peu amicales. Ils essaient de diffuser leur politique parmi leurs sympathisants et parmi toute la population. Ils refusent de croire que leur propagande agressive contre le P.D.K.I. est mal acceptée par les masses populaires. S'ils continuent à imposer leur volonté aux travailleurs, à leur soutirer de l'argent, il s'en suivra des soulèvements et des conflits armés. Ces deux dernières années, plusieurs conflits de ce genre ont malheureusement entraîné le martyre de dizaines de Peshmergas des deux partis. Le nôtre, organisation politique responsable, s'oppose à tout conflit armé au Kurdistan, entre des forces luttant contre le régime de Khomeiny. Car le bénéfice d'un tel conflit reviendrait au régime lui-même et serait au détriment du mouvement national-

démocratique du peuple kurde. Nous souhaitons que les dirigeants de Komala agissent avec pondération pour éviter tout conflit armé.

Chers Camarades,

Dans l'intervalle des deux Congrès, on a pu assister à l'interdiction des activités du parti "Toudeh" et à l'incarcération de ses dirigeants et de ses cadres. En fait, c'était un événement prévisible. Nous-mêmes nous l'avions prévu. Il semble que, seuls les dirigeants du Toudeh, malgré leur expérience politique, aient mal considéré la nature et les objectifs du régime de Khomeiny. Le communiqué du Bureau Politique diffusé en avril 1983, à propos de cet événement a attiré l'attention de nos compatriotes sur trois points : la révélation au public du sombre bilan de la direction du Toudeh durant les années qui ont suivi la victoire de la révolution des peuples d'Iran. Nous avons démontré que le Toudeh a soutenu toutes les actions réactionnaires et impopulaires menées par Khomeiny, sans distinction (il a voté pour le système moyenâgeux des Mollahs ; il a admis les crimes commis par le régime contre ceux qui luttent pour la liberté, il a tenté de provoquer la discorde parmi les révolutionnaires et de détourner les jeunes pa-

triotés du juste chemin de la lutte). Le communiqué du Bureau Politique a mentionné que, malgré leur expérience politique de longue date, les dirigeants du Toudeh n'ont pas compris la simple vérité que tout parti qui sacrifie ses principes au bénéfice de la tactique, qui fonde sa politique sur l'opportunisme et qui fait du machiavélisme sa politique officielle est voué à la ruine ou au discrédit, à la méfiance des masses populaires. Ils sont tombés dans le piège qu'ils ont tendu aux autres et se voient actuellement condamnés par l'histoire et aux yeux des peuples d'Iran, de leurs propres membres et de leurs sympathisants.

En dépit de l'hostilité que les dirigeants du Toudeh ont montrée vis à vis du mouvement du peuple kurde et du P.D.K.I., nous avons vivement condamné leur arrestation et leur incarcération, leurs prétendus aveux mis en scène par le régime. Le P.D.K.I. a considéré cet événement comme la suppression des derniers vestiges de liberté. Notre Parti a également déclaré que les membres du Toudeh pouvaient chercher refuge et rester en tou-

te sécurité dans les régions libres du Kurdistan. En fait, nombre de membres du Toudeh ayant échappé à la répression se sont réfugiés au Kurdistan et bénéficient du secours proposé par notre Parti.

Notre prise de position, bien fondée et démocratique, vis à vis des membres du Toudeh diffère de celle de beaucoup d'autres organisations qui est la rancune et la vengeance. Ainsi, une fois de plus le P.D.K.I. a montré qu'il était un parti politique responsable menant une politique bien fondée, à long terme, respectée des peuples iraniens et de plusieurs autres forces à l'étranger. A ce propos, il est nécessaire de relater quelques extraits du journal "Rah Toudeh", l'organe officiel du Parti Toudeh. Dans le numéro 70 de ce journal, date du 1er décembre 1983, un article traitant des droits du peuple kurde déclare : "La République Islamique qui devait faire cesser la répression contre le peuple kurde n'a fait que l'augmenter ..." On dirait que "Rah Toudeh" a repris les textes du journal "Kurdistan". "Rah Toudeh" continue ainsi : "la vraie solution pour notre problème national, qui passe

par l'octroi des droits du peuple kurde et des autres peuples d'Iran, à savoir l'autonomie, est plus que jamais liée au destin de la Révolution". Comme vous le voyez, le Toudeh a une position tout à fait contradictoire. Il ne fait que reprendre ce que nous déclarons depuis quelques années à propos de la République Islamique et de la guerre au Kurdistan. Ceux qui ont poursuivi leurs activités politiques au nom du Toudeh n'ont pas eu le courage de condamner leur position ; ils n'ont pas tiré la leçon des erreurs commises par le passé et n'ont même pas demandé pardon aux masses travailleuses kurdes pour avoir mené autrefois une politique impopulaire. Cela ne fait aucun doute, l'interdiction du Toudeh, l'arrestation et l'incarcération de ses dirigeants l'expulsion des diplomates soviétiques d'Iran sont la preuve de la bonne conduite du régime de Khomeiny vis à vis des USA. Pourtant il semble que les USA ne soient pas satisfaits de si peu et qu'ils attendent d'autres services de la part de la République Islamique.



Chers Camarades,

Durant l'offensive de Khomeiny sur la route Piranshahr-Sardasht, un nouveau phénomène est apparu. Nos frères kurdes du Kurdistan d'Irak sont venus nous aider à combattre courageusement les forces gouvernementales. Ils se sont sacrifiés. Des dizaines de leurs valeureux Peshmergas sont morts martyrs ou ont été blessés. En fait, il n'est pas rare dans l'histoire de notre peuple que les combattants d'un secteur du mouvement apportent une aide personnelle à un autre secteur. Mais c'est la première fois qu'une organisation politique forte et influente telle "l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak" décide de participer directement à la lutte du peuple kurde d'Iran.

Nous profitons de cette occasion pour présenter nos salutations à cette organisation et pour la féliciter de sa profonde connaissance politique. Non seulement elle a reconnu que le régime de Khomeiny est l'ennemi de tous les peuples d'Iran, et donc celui du peuple kurde, mais aussi du peuple kurde d'Irak et de tous les

peuples du Moyen-Orient. Nous la remercions vivement d'avoir combattu dans nos rangs. Ainsi, nous avons donné le titre de "force de soutien" aux Peshmergas de "l'Union patriotique". Nous remercions également le parti socialiste du Kurdistan de Turquie, dont les membres ont courageusement participé à la guerre contre Khomeiny en automne 1982. Ils se sont battus de toute leur force et se sont sacrifiés.

La participation de ces deux organisations kurdes à la lutte contre la République Islamique est d'autant plus importante si l'on considère que les dirigeants mercenaires du "Ghiadeh Movaghat" sont toujours au service de l'ennemi du peuple kurde. Ils combattent les Peshmergas à l'intérieur même du Kurdistan et tuent les populations sans défenses. Nous les appelons "Jash". Il ne faut pas les confondre avec la masse populaire.

Une fois de plus, nous déclarons officiellement à l'occasion de ce Congrès que le P.D.K. d'Iran soutient la lutte de la nation kurde contre la répression et la dictature en Turquie, en Syrie et qu'il est prêt à aider les combattants de la

liberté du peuple kurde dans ces deux pays. Notre Parti souhaite aussi que le problème kurde en Irak soit résolu par la négociation et que "la liberté et l'autonomie", revendications de longue date du peuple kurde d'Irak, soient enfin réalisées après tant d'années de sacrifices et de lutte.

Chers Camarades,

Le P.D.K. d'Iran qui dirige le mouvement national démocratique du peuple kurde d'Iran porte une lourde responsabilité. Le VIème Congrès de notre Parti s'est réuni dans des conditions difficiles. Il doit préciser la future politique et les tâches du Parti, après une analyse détaillée des actions passées et après avoir formulé les directives à suivre par le futur Comité Central. Nous avons la certitude que ce Congrès assumera sa responsabilité et sera une étape importante dans la lutte que notre Parti mène depuis 39 ans pour établir la démocratie en Iran et obtenir l'autonomie du Kurdistan.

- Que le VIème Congrès soit victorieux
- Vive le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran

dirigeant et organisateur de la lutte du peuple kurde

- Vive les Peshmergas, défenseurs de la liberté et de l'honneur des masses populaires kurdes
- Vive les martyrs de la liberté du Kurdistan et de tout l'Iran
- Vive la lutte unie des peuples d'Iran contre l'impérialisme et la réaction
- Vive la lutte du Conseil National de la Résistance pour le renversement du régime de Khomeiny et l'établissement d'un régime démocratique.

LES RESOLUTIONS

DU

VIème CONGRES

DU

P.D.K. D'IRAN

1. Au sujet du Rapport du Comité Central

Après avoir entendu le rapport du Comité Central, le VIème Congrès du P.D.K. d'Iran en a discuté et l'a analysé pendant trois jours. Finalement, il est arrivé aux conclusions suivantes :

- Le rapport du Comité Central contient une analyse précise et réaliste de la situation politique internationale, des conditions politiques, économiques et sociales en Iran ainsi que de la position actuelle du Mouvement National-Démocratique du peuple kurde d'Iran. Ce rapport a exposé les points faibles et les points forts du Parti d'une manière révolutionnaire et franche. Il a aussi indiqué les démarches à suivre pour remédier aux insuffisances et pour consolider le Parti.
- C'est pour ces raisons que le Congrès approuve le rapport du Comité Central et demande à tous les membres, les cadres, les Peshmergas du Kurdistan, à leurs commandants de le lire attentivement, de le garder en mémoire et de l'utiliser comme ligne directrice de leurs actions politiques, militaires et sociales.

- Le Congrès demande au Comité Central de diffuser par tous les moyens ce rapport et ses directives, de le proposer à tous les organes du Parti, d'intégrer ses plans d'action et ses directives dans le programme de tous les cadres, les membres et les sympathisants du Parti et de la population combattante du Kurdistan d'Iran.
- Le Congrès pense que le nouveau Comité Central doit faire traduire les documents concernant le VIème Congrès et le rapport du Comité Central, le programme, les statuts, les décisions et les messages dans les plus brefs délais. La traduction se fera en persan et autres langues vivantes afin de pouvoir sensibiliser l'opinion publique et les forces progressistes et patriotiques d'Iran.
- Le Congrès souhaite que le nouveau Comité Central, les cadres, les membres, les sympathisants et les Peshmergas du Parti exécutent de façon plus rigoureuse les décisions et en particulier les directives écrites dans le rapport du Comité Central.

2. Au sujet de la lutte commune des peuples d'Iran

Le VIème Congrès du P.D.K. d'Iran regrette les conditions politiques et socio-économiques dans lesquelles se trouve l'Iran. Mais il a tout espoir dans l'avenir politique de l'Iran. Le Congrès croit que :

- En 78-79, les forces conjuguées des peuples iraniens ont réussi en moins d'un an à combattre l'armée du régime de Mohamed Reza Shah, dépendant de l'impérialisme et à renverser un des régimes les plus répressifs dans l'histoire du Moyen Orient.
- Ainsi, les forces conjuguées des masses populaires iraniennes sont capables de renverser le régime rétrograde des Mollahs et de le remplacer par un régime démocratique qui respectera les revendications politiques, sociales et économiques des couches populaires iraniennes et accordera des droits nationaux aux peuples opprimés d'Iran.
- Le VIème Congrès félicite les peuples d'Iran pour leur héroïsme et leur résistance à la dictature monarchique et à celle des Mollahs. Il leur demande de s'unir pour lutter contre le régime rétrograde de Khomeiny et pour effacer à jamais la honte que représente cette phase de l'histoire de l'Iran.

- Le Congrès demande à la nouvelle direction du P.D.K.I. de faire de son mieux afin de consolider de mieux en mieux les liens qui existent entre la lutte du peuple kurde et la lutte de libération des autres peuples iraniens.
- Le Congrès a l'honneur de déclarer que le Kurdistan, ce bastion de la liberté et de l'indépendance, est toujours invincible dans la lutte engagée contre Khomeiny et ses maîtres impérialistes. Les peuples d'Iran peuvent compter sur l'aide et le soutien du peuple kurde. Ils peuvent avoir confiance en notre peuple.
- Le Congrès déclare son soutien au Conseil National de la Résistance, seule alternative démocratique et souhaite que le Conseil prenne des mesures pour rassembler les masses populaires iraniennes contre le régime de Khomeiny et soit reconnu comme regroupant des vrais défenseurs de la liberté. Il espère que le Conseil obtiendra le ralliement des Forces Patriotiques restées en dehors du Conseil.

3. Au sujet du projet du Conseil National de la Résistance pour l'autonomie du Kurdistan.

Le VIème Congrès du P.D.K.I. après avoir longuement débattu du projet du Conseil National de la Résistance en vue de l'autonomie du Kurdistan et sur les articles de ce projet indique :

- Le Congrès considère que la sanction de ce projet est une victoire politique pour le Conseil National de la Résistance et pour chacun de ses membres. Il croit que la sanction de ce projet représente un bon exemple de l'acheminement vers la solution d'un des problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaires des peuples d'Iran. C'est-à-dire, l'élimination de l'oppression nationale imposée aux peuples opprimés d'Iran.
- Le Congrès considère que l'insistance du Conseil sur les droits et libertés du peuple Kurde et de l'Iran tout entier comme il est mentionné dans la Déclaration internationale des Droits de l'Homme et dans les accords internationaux qui les concernent (article 8 du projet d'autonomie), démontre sa propre foi en la démocratie.

- Le Congrès félicite le Conseil de sa victoire politique et espère qu'il trouvera des solutions fondamentales et révolutionnaires aux problèmes principaux de la révolution et qu'il persistera à défendre sa ligne politique, ses décisions et ses résolutions.
- Le Congrès considère que la sanction du projet d'autonomie est l'aboutissement de la longue lutte menée par le peuple kurde et des sacrifices faits par les Peshmegas du P.D.K.I. A cette occasion, nous félicitons les fils du peuple qui se sont sacrifiés, nos valeureux Peshmegas et le peuple kurde. Nous espérons qu'à force de persévérance, ils pourront remporter d'autres victoires, toujours plus nombreuses.
- Le VIème Congrès estime que ce projet, bien qu'il contienne les revendications fondamentales du peuple kurde est différent du programme du P.D.K.I. en ce qui concerne l'autonomie car il a été adopté par tous les membres du Conseil et représente leur avis mis en commun. Ainsi, le P.D.K.I. qui lutte pour le renversement du

régime de Khomeiny et aussi pour l'établissement d'un régime démocratique qui réalisera le projet, considère que c'est son droit légitime d'utiliser tous les moyens politiques et légaux pour approfondir l'autonomie et l'élever au niveau du programme du Parti.

Il est évident que le P.D.K.I. s'efforcera de réaliser le projet du Conseil et qu'il est prêt à collaborer à tous les niveaux avec les membres du Conseil, en ce qui concerne le projet de l'autonomie du Kurdistan.

- Il convient de déclarer que le VIème Congrès reconnaît uniquement le projet d'autonomie du Conseil, que le P.D.K.I., la population kurde n'ont aucun engagement vis à vis des messages, communiqués etc. des membres du Conseil concernant ledit projet.

4. Au sujet du fascicule intitulé "Bref discours sur le socialisme"

Le VIème Congrès du P.D.K.I. a consacré plusieurs réunions à la discussion du fascicule, publié par la Commission de la publication et de la publicité du

Comité Central en juillet 1983. Voici le résultat de cet échange d'opinions :

- Le Congrès a approuvé le contenu du fascicule dans son ensemble, surtout en ce qui concerne les démarches à suivre en vue d'établir une société démocratique socialiste. Il croit que cette politique est conforme aux idéaux de notre Parti, qu'il garantit sa libre décision, qu'il permet l'établissement d'une relation d'amitié entre notre Parti et les pays socialistes et toutes les organisations progressistes du monde.
- Le Congrès demande à la nouvelle direction du Parti de diffuser le contenu de ce fascicule parmi tous les organes du Parti et ainsi créer l'unité idéologique entre les membres du Parti.
- Le Congrès demande à la direction élue de réviser le fascicule et de le publier de nouveau en plus grand nombre après y avoir ajouté le point de vue des participants au Congrès.
- Pour une meilleure diffusion du fascicule parmi les membres du Parti et la population, le Congrès

propose que ses différents paragraphes soient expliqués dans le cadre de séminaires. Ainsi, les membres et les cadres du Parti comprendront mieux les principes exposés dans le fascicule.

- Dans le même temps, la direction du Parti doit effectuer les démarches nécessaires pour renforcer notre amitié avec les pays socialistes, alliés stratégiques de notre Parti.

A l'intérieur du pays, la direction du Parti doit développer sa collaboration avec les forces véritablement indépendantes qui voient le futur "bien être" de la population d'Iran dans l'établissement du socialisme.

- Le rejet définitif du système oppressif et spoliateur qu'est le capitalisme en vue de l'établissement d'un système démocratique socialiste préservant l'indépendance politique et la liberté de décision : telle est la politique bien fondée du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran.

5. A propos des devoirs futurs du Parti

Le rapport du Comité Central du VIème Congrès du P.D.K.I. a exposé les défauts du Parti et les difficultés de la lutte. Il explique comment remédier à ces défauts et propose les tâches que le Parti devra assumer à l'avenir. A ce propos, le VIème Congrès du Parti, après avoir approuvé le rapport du Comité Central soulève les points suivants :

- Tous les cadres, les membres, les sympathisants du Parti sont priés de respecter la ligne directrice politique, les directives du Congrès et les recommandations du Comité Central. Ils sont priés de faire de leur mieux pour accomplir leurs devoirs désignés par le VIème Congrès.
- Le Congrès demande au Comité Central, à tous les organes de la direction et aux Comités des villes, des provinces et des régions de veiller à l'exécution des tâches désignées par le Parti en respectant les deux principes suivants : l'encouragement et la sanction.
- Le Congrès demande à tous les sympathisants, membres, cadres et organes du Parti de s'efforcer

de conduire le mieux possible la politique du Parti et de bien exécuter leurs devoirs, afin que le Parti fonctionne comme un organisme vivant, uni et constant.

PDJJI C/O AFK.B.P. 102.75623 PARIS
CEDEX 13 FRANCE TEL(1) 589.04 30